



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Lecornu demande une baisse des prix à la pompe à la « fin du week-end, début de semaine prochaine » - PN
- Emploi en Normandie : une année 2025 en recul, mais des signaux de reprise pour les cadres – Normandinamik
- Réouverture du détroit d'Ormuz : au port du Havre, bientôt la fin de l'inquiétude pour l'approvisionnement en pétrole ? – F3
- VIDÉO. "On préfère rester à quai" : les pêcheurs havrais en colère contre la flambée du gasoil – F3
- Seine-Maritime. Total persiste... et la baisse semble engagée - LCC

Service de l'État

- Environnement : le recours contre la « chatière » du port du Havre débouté par le tribunal administratif - 76actu

Sécurité

- Trafic de stupéfiants près de Dieppe : un fournisseur interpellé après une vaste opération – PN
- La délinquance en baisse de 8 % sur le canton de Tôtes – Les informations dieppoises
- « Il aurait pu nous planter » : un élève entre dans son collège près du Havre armé d'un couteau de cuisine - PN

Faits divers

- Le Havre. Ce que l'on sait de la spectaculaire intervention des pompiers pour maîtriser une femme désespérée - PN

Collectivités territoriales

- Politique. Sans surprise, Nicolas Mayer-Rossignol est réélu président de la Métropole Rouen Normandie – Tendances Ouest
- Doudeville. Agnès Laloï succède à Jean-Nicolas Rousseau à la tête de la communauté de communes Plateau de Caux - LCC
- Bolbec. Vifs échanges entre majorité et RN sur le règlement municipal et les indemnités – LCC
- Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement – PN
- « Rassemblement et consensus » : Nicolas Bertrand réélu président de la com com Bray Eawy – PN
- Le budget primitif de la Seine-Maritime soutient le bien lire et le bien manger - PN
- La voirie et l'éclairage : la Ville de Fécamp revoit ses priorités dans son débat budgétaire – PN

- Plan d'urgence propreté, brigade environnement... Rouen conserve sa 4e étoile du label « Ville éco-propre » - PN
- Christiane Hallier de retour sur le siège de maire à Villy-sur-Yères, mais tout peut encore changer – L'informateur

Environnement

- Pollution dans la Saône près de Dieppe : cette société doit indemniser la fédération de pêche – Les informations dieppoises

Justice

- "J'ai arrêté ma vie sociale" : une mère d'Elbeuf-sur-Andelle attaque l'État pour non prise en charge de son fils autiste – ICI Normandie

Logement

- Seminor construit des dizaines de logements à Goderville : le premier chantier terminé fin 2026 – PN
-

Travaux et aménagements

- Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly - PN
- Pannes de chauffage, fuites d'eau : après un hiver infernal, retour à la quasi-normale au lycée hôtelier de Canteleu – ICI Normandie
- Port-Jérôme-sur-Seine. Déviations, circulation modifiée, accès aux commerces : des changements attendus autour du chantier de l'immeuble Calypso – LCC
- Yerville. Un trou se forme sur la route, la rue est bloquée et toute une famille évacuée – LCC
- Front de mer de Fécamp : des réparations à effectuer avant les vacances de Pâques - PN

Éducation

- [Vidéos] Lillebonne. Parents et élèves font du bruit pour sauver leur classe menacée : la mobilisation monte d'un cran – LCC
- [Photos] Beuzeville-la-Grenier. Un rassemblement a eu lieu pour dire non à la fermeture d'une classe à l'école Lucienne Julien – LCC
- À Étretat, les parents d'élèves veulent espérer le maintien de la classe menacée – PN
- Suppression de classe près de Dieppe : les parents d'élèves montent au créneau – PN
- École morte et motion en conseil municipal : la mobilisation se poursuit pour sauver une classe au Tréport - L'informateur

Patrimoine

- « Une attaque foudroyante de mэрule » : près de Rouen, un appel à l'aide pour sauver un symbole du patrimoine – Le journal d'elbeuf

Santé

- Près d'Elbeuf : cette commune crée des cabinets médicaux et va accueillir de nouveaux professionnels de santé – Le journal d'elbeuf

Acteurs publics

- Enquête exclusive : les agents publics misent sur l'Europe en matière de souveraineté
- Planification écologique : face à l'enchevêtrement des normes dans les territoires, les députés plaident pour un "État facilitateur"
- Gel des dépenses de communication de l'État : un journaliste sur deux craint la baisse de la qualité de l'information des citoyens
- "On a encore beaucoup de marge" : la Banque des Territoires encourage les collectivités à emprunter en 2026
- Acomptes sur salaires dans la fonction publique : une nouvelle proposition de loi relance le débat
- Plus de 10 ans après son instauration, le conflit d'intérêt public-public en voie d'être supprimé pour les fonctionnaires
- Sondage exclusif : la commande publique, un levier pour soutenir les entreprises françaises

Lecornu demande une baisse des prix à la pompe à la « fin du week-end, début de semaine prochaine »

AFP

4-5 minutes

Sébastien Lecornu a demandé mercredi 8 avril 2026, après l'annonce d'un cessez-le-feu en Iran, que les prix de l'essence à la pompe baissent d'ici à la « fin du week-end » ou au « début de la semaine prochaine », alors que le gouvernement réunira jeudi à Bercy l'ensemble des acteurs de la filière.



Sébastien Lecornu a demandé que les prix de l'essence à la pompe baissent d'ici à la « fin du week-end » ou au « début de la semaine prochaine » - AFP



Par AFP

Publié: 8 Avril 2026 à 17h51 Temps de lecture: 2 min

« Lorsque la crise a démarré, les prix ont augmenté très, très vite à la pompe alors que les citernes avaient été achetées et remplies avant le début de la guerre. Donc autant le gouvernement peut comprendre qu'il y ait trois ou quatre jours de délai entre le début de ce cessez-le-feu et la répercussion à la pompe, autant il est évident que les effets devront se voir à la pompe à partir de la fin du week-end, début de semaine prochaine », a déclaré le Premier ministre, Sébastien Lecornu, mercredi 08 avril 2026, devant le Sénat.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le prix du gaz européen a reculé d'environ 20 % mercredi à

l'ouverture, dans la foulée de ceux du pétrole, qui retombaient sous la barre des 100 dollars le baril, quelques heures après l'annonce d'un cessez-le-feu en Iran.

« Très rapidement »

En France, les prix des carburants pourraient baisser de « cinq à 10 centimes » le litre « très rapidement », selon le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip) Olivier Gantois.

Devant le Sénat, M. Lecornu a également évoqué « des mesures réglementaires » qui vont être prises par le ministre des Transports « pour permettre des acheminements logistiques exceptionnels la nuit, le week-end et permettre, ici ou là, de régler » les « problèmes d'approvisionnement » dans les stations-service.

Le gouvernement va par ailleurs « continuer » sa « politique d'accompagnement, d'aide ciblée », a ajouté le Premier ministre, évoquant « un nouvel outil d'accompagnement de nos agriculteurs » qui sera détaillé mercredi ou jeudi par la ministre de l'Agriculture Annie Genevard.

Une taxe sur les bénéfices exceptionnels des entreprises énergétiques ?

L'exécutif avait annoncé vendredi un plan d'aide de près de 70 millions d'euros pour les secteurs les plus touchés par la flambée des prix des carburants : pêche, agriculture et transports.

Sébastien Lecornu a par ailleurs déclaré n'avoir « pas d'opposition de principe » à l'initiative prise par cinq pays européens pour la mise en place d'une taxe sur les bénéfices exceptionnels des entreprises énergétiques.

« Mais cela nous renvoie à nos discussions budgétaires de l'automne dernier : quelle est son assiette ? Quel est son rendement ? Comment ça fonctionne ? Je pense qu'il ne faut pas qu'on mente aux Français sur les capacités, justement de cette initiative », a-t-il cependant ajouté.

Retrouvez sur le site paris-normandie.fr les prix des carburants dans les stations proches de chez vous.

Lire aussi



[Collision mortelle avec un TGV : le chauffeur du poids lourd mis en examen pour homicide routier](#)



[SONDAGE. Et vous, où en êtes-vous avec l'Europe ?](#)



[L'Europe, parfois si loin mais partout dans nos vies](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

environnement globalement défavorable pour l'emploi salarié.

Emploi cadre : des recrutements en recul, mais des effectifs toujours en hausse

Dans ce paysage contrasté, l'emploi cadre suit une trajectoire spécifique. D'après l'étude annuelle de l'Apec, 6 070 cadres ont été recrutés en Normandie en 2025, soit une baisse de 7 % par rapport à 2024, plus marquée que la moyenne nationale.

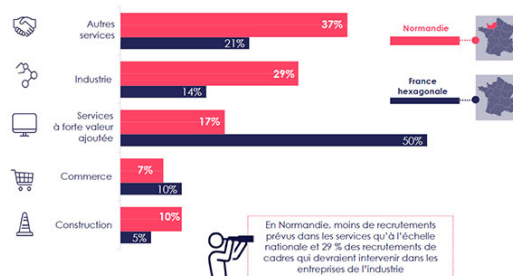
Pour autant, l'emploi cadre n'est pas à l'arrêt. La Normandie a enregistré 1 590 créations nettes de postes cadres en 2025, même si ce chiffre est en fort recul par rapport à 2024 (2 510). Les cadres continuent ainsi de soutenir la dynamique de l'emploi qualifié, à contre-courant de l'emploi salarié privé dans son ensemble.

Une population cadre majoritairement ancrée dans les PME

La Normandie concentre 3 % des cadres du secteur privé français, soit 101 360 personnes, principalement en Seine-Maritime (44 450) et dans le Calvados (22 040). Les cadres normands sont légèrement plus âgés que la moyenne nationale, avec une médiane de 43 ans, contre 41 ans au niveau national. Près de six cadres sur dix ont entre 35 et 54 ans.

Autre spécificité régionale : 51 % des cadres travaillent dans des TPE ou des PME, soulignant le rôle structurant de ces entreprises dans l'économie normande et leur poids dans les besoins en compétences qualifiées.

Répartition des recrutements de cadres prévus en 2026 par grand secteur d'activité



Quels secteurs porteurs pour 2026 ?

Si les perspectives 2026 laissent entrevoir une éclaircie (+1 %, soit 6 140 embauches), la prudence reste de mise. La reprise du marché de l'emploi cadre demeure en effet étroitement dépendante du contexte géopolitique, énergétique et des récents événements internationaux, trop récents pour être pris en compte dans cette étude. Néanmoins, l'année 2026 pourrait être plus profitable à la Normandie qu'au reste des autres régions françaises.

Fortement marquée par le poids de l'industrie dans les recrutements de cadres (27 % contre 16 % au niveau national en 2025), l'année 2026 devrait illustrer cette prédominance avec 29 % des recrutements dans l'industrie (contre 14 % pour le reste du pays), ainsi que 37 % dans les services. Un poids industriel qui peut cependant s'apparenter à un handicap : alors qu'en 2026, 50 % des recrutements de cadres seront portés par le secteur des « services à forte valeur ajoutée » (services informatiques, développement de

l'IA...), la Normandie n'en profitera qu'à hauteur de 17 %, ce secteur y étant traditionnellement sous-représenté.

Réouverture du détroit d'Ormuz : au port du Havre, bientôt la fin de l'inquiétude pour l'approvisionnement en

Maxime Fourrier

~4 minutes

L'annonce d'un cessez-le-feu dans le conflit qui oppose l'Iran et les Etats-Unis a permis la réouverture du détroit d'Ormuz. Les pétroliers avaient, en attendant, emprunté des routes parallèles et les stocks de pétrole en Europe et en France restent sous surveillance. En Normandie, deux navires chargés de brut prêt à être raffiné viennent d'accoster.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Dans un contexte où les tensions se poursuivent dans le détroit d'Ormuz, rouvert après l'annonce d'un cessez-le-feu entre l'Iran et les Etats-Unis, la circulation des pétroliers sur les mers du monde reste incertaine.

Deux navires battant pavillon grec et libérien ont traversé le détroit, ce 8 avril 2026 dans la matinée selon le site de suivi maritime MarineTraffic. Les passages se feront "*en coordination avec les forces armées iraniennes*" a déclaré sur X le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi.

Dans le même temps, l'approvisionnement en pétrole, notamment de l'Europe, est au cœur de toutes les préoccupations au moment où le litre de l'essence coûte de plus en cher.

L'image est rare, mais pas exceptionnelle. Deux pétroliers font actuellement escale simultanément dans le port pétrolier d'Antifer (Seine-Maritime). Avec leurs cargaisons, ils peuvent déverser des centaines de milliers de tonnes de brut, dans les bacs du port du Havre.

Le plus gros navire, le New Vision, est arrivé en provenance d'Arabie Saoudite. C'est le dernier tanker à avoir passé le détroit d'Ormuz avant son blocage par le régime iranien.

Le reportage de Danilo Comodi :

durée de la vidéo : 00h01mn10s



Des milliers de tonnes de pétrole brut seront raffinés en Normandie • ©France Télévisions

Avec ces deux livraisons, les deux plus grandes raffineries françaises, à Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime) et Gravenchon (Seine-Maritime), peuvent donc fonctionner à plein régime, [comme le demande le gouvernement](#), pour un moment.

Notre programme pour les semaines à venir est complet. Nous avons les approvisionnements que nous attendions, mais nous surveillons la situation comme le lait sur le feu [...] les difficultés pourraient se poursuivre

Olivier Gantois, Président de l'UFIP (Union Française de l'Industrie Pétrolière)

France 3 Normandie, interview menée le 7 avril 2026

Durant le blocage du détroit d'Ormuz, seuls des navires amis de l'Iran pouvaient passer. Le Havre ne devrait pas recevoir de nouvelles cargaisons du Proche-Orient dans les prochains jours, mais son approvisionnement est multiple. Le port a reçu récemment du brut en provenance des Etats-Unis, du Nigeria, de Norvège, ou du Kazakhstan.

Avec Danilo Comodi.

VIDÉO. "On préfère rester à quai" : les pêcheurs havrais en colère contre la flambée du gasoil

Yves Asernal

~3 minutes

Une trentaine de pêcheurs ont manifesté mardi 7 avril 2026 au matin, sur le port du Havre, dans une épaisse fumée noire. Leur grief : ils ne peuvent plus travailler, le gasoil est trop cher.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Les coûts ont explosé. Le prix du gasoil atteint désormais 1,37 euro le litre contre 0,65 euro avant la flambée liée au conflit au Moyen-Orient. Pour Morgan Piedfort, patron du chalutier, Le P'tit Pierre, le calcul est simple.

Avant, on était vers les 4 000 euros, aujourd'hui, on est à 6 000 euros. On préfère rester à quai qu'aller à la mer dépenser des sous pour rien.

Morgan Piedfort, patron de chalutier

Le carburant représente désormais 50 % du chiffre d'affaires des bateaux, contre 20% en moyenne auparavant. Tous les pêcheurs présents dressent le même constat : ils travaillent à perte.

"Les dernières 48 heures, on a compté : on n'a rien gagné du tout, dénonce Pierre Becquet, patron armateur. Il n'y a même pas un salaire qui se dégage pour les gars."

Reportage de Lara Dolan et Marie Benoist :

durée de la vidéo : 00h01mn26s



Manifestation des marins-pêcheurs au Havre • ©F3 Normandie

Il y a deux semaines, le gouvernement a accordé une aide de 0,20 euro le litre à la pompe. Les pêcheurs estiment que c'est loin d'être suffisant. Leur revendication est claire : un plafonnement du prix du litre à 0,80 euro. Au-delà, dit Pierre Becquet, *"ce n'est plus rentable, il n'y aura plus de poisson."*

Les pêcheurs havrais appellent leurs collègues de Normandie, de Bretagne et d'ailleurs à rejoindre le mouvement. Selon nos informations, une rencontre entre les acteurs de la filière et Édouard Philippe est prévue ce lundi.

Avec Lara Dolan.

Seine-Maritime. Total persiste... et la baisse semble engagée

Nicolas Durand

4-5 minutes

TotalEnergies prolonge ses mesures de plafonnement des prix à la pompe jusqu'à fin avril. L'annonce a été faite mardi 7, date à laquelle devaient initialement prendre fin ces dispositions. Si le prix de l'essence reste inchangé, plafonné à 1,99 € le litre, celui du diesel grimpe désormais à 2,25 € le litre. Jusqu'au 7 avril, le gazole était plafonné à 2,09 €/l, tandis que des prix avoisinant les 2,30 €/l étaient relevés chez les concurrents. Sur cette nouvelle période, le groupe délaissera la distribution du Diesel Excellium (gamme premium), plus coûteux, au profit du diesel classique. La situation sera réévaluée à la fin du mois d'avril en fonction de l'évolution des cours mondiaux. TotalEnergies assure qu'en cas de baisse des prix sur les marchés internationaux, *"celle-ci sera rapidement répercutée à la pompe"*.

Le Brent plonge de 15 %

Si ce plafonnement à la hausse (+ 0,16 €) pouvait laisser croire à une augmentation globale des cours, le cessez-le-feu annoncé mercredi 8 avril a commencé à faire baisser le prix du baril. *"Si jamais ce prix se maintient aux alentours de 93 à 95 dollars le baril, vous allez voir les prix à la pompe en France baisser dans les jours qui viennent"*, a annoncé mercredi 8 avril Olivier Gantois, président de l'Union française des industries pétrolières (UFIP), chez nos confrères de *Franceinfo*. Une baisse estimée entre 5 et 10 centimes par litre dans les prochains jours. Il a rappelé qu'aucune pénurie n'est à prévoir, les stations sous tension, ont toutes été livrées après le week-end de pascal.

Des annonces qui devraient éviter de refaire vivre aux automobilistes la situation de mardi 7 avril. Avant même d'entrevoir une baisse des prix et de nouvelles mesures de plafonnement, les automobilistes semblaient inquiets pour l'avenir. La Départementale 6015 ressemblait plus à la SUD III aux heures de pointe qu'à la rue principale de la petite commune de Sainte-Marie-des-Champs, près d'Yvetot.

"Il y a des pics d'affluence dans les stations, la logistique dans les dépôts est tendue"

La cause : l'affluence dans la station TotalEnergies, prise d'assaut par des automobilistes venus profiter de ce qui devait être le dernier jour du blocage des prix. Klaxons, dépassements dangereux et même franchissements de terre-plein ont rythmé la matinée des riverains. A l'entrée de la station, le responsable, qui n'a pas souhaité s'exprimer sur la situation, a installé des plots. Il

s'occupait de faire entrer au compte-goutte les automobilistes afin de ne pas congestionner l'ensemble de l'axe de circulation.

Plus de sans-plomb dès 10 heures

Après 10 heures, seules les demandes en gazole ont pu être satisfaites : il n'y avait déjà plus de sans-plomb. Inévitablement, *"des pics d'affluence en station sont d'ailleurs relevés dans toute la France"*, souligne un spécialiste de l'industrie pétrolière. Cette fréquentation est justifiée par les prix, plus avantageux de TotalEnergies, que dans les autres stations.

"A l'échelle globale, TotalEnergies aurait livré deux fois plus de diesel que d'habitude", poursuit-il. *"Il y a des pics d'affluence dans les stations, la logistique dans les dépôts est tendue"*. D'après nos informations, certaines dérogations pour travailler le week-end et les jours fériés ont d'ailleurs été demandées par le pétrolier.

Ces annonces, aussi engageantes soient-elles, restent néanmoins soumises aux marchés financiers. Encore faut-il que la baisse engagée mercredi persiste dans les jours à venir pour permettre aux professionnels de la route et aux automobilistes de retrouver une situation tenable.

Environnement : le recours contre la « chatière » du port du Havre débouté par le tribunal administratif

Louise Boutard

3-4 minutes

En 2023, le Préfet a délivré une autorisation environnementale nécessaire à la création de la "chatière". Un recours contre cette autorisation vient d'être rejeté par le tribunal.

Sur le même thème

[Environnement](#)

[Pêche](#)

[Port du Havre](#)



La visite de Port 2 000 en bateau permet de s'approcher au plus près des porte-conteneurs qui déchargent sur les 4 km de quais au Havre. (©Delphine REVOL)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 9 avr. 2026 à 8h04

C'est un projet qui oppose le port [du Havre](#) aux associations écologistes. Le 19 juin 2023, le **Préfet de Seine-Maritime a délivré une autorisation environnementale** nécessaire à la fameuse « chatière », projet pour relier plus directement la Seine avec Port 2 000. Un recours dirigé contre cet arrêté vient d'être **rejeté par le tribunal** de Rouen. Explications.

Des associations de défense des fonds marins opposés au projet

Des associations de défense de l'environnement, mais aussi le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie s'opposent depuis ses origines au projet de « Chatière », **craignant son impact négatif sur le milieu marin**. Ce sont eux qui ont effectué un recours contre l'arrêté préfectoral.

L'audience s'était tenue le 5 mars 2026 et le jugement vient d'être rendu public au 7 avril, contre cet arrêté daté du 19 juin 2023. **Le tribunal de Rouen n'a pas validé le recours**, estimant « que l'autorité environnementale avait pu émettre **son avis de façon éclairée** et que **l'étude d'impact était suffisante** », fait savoir le tribunal, qui précise sa décision dans un communiqué.

La Chatière, c'est quoi ?

Le projet dit de « La Chatière » prévoit la création d'une digue de 1 800 mètres de longueur et d'un chenal permettant un accès direct des bateaux qui parcourent la Seine vers les terminaux maritimes de Port 2000. Objectif : augmenter le transport fluvial au départ et à destination du Havre, de 9 % à 12 %.

Dans sa décision, le tribunal prend en compte l'importance du projet et le fait qu'il répond « à une raison impérative **d'intérêt public majeur** ».

Le développement du transport par voie fluviale peut en effet permettre de diminuer les émissions de CO2 liées au transport routier. « Selon l'étude d'impact du projet, **une barge fluviale permet d'éviter jusqu'à 250 camions sur les routes**. Le projet devrait également permettre d'éviter environ 550 000 tonnes équivalent CO2 d'ici 2056 », lit-on encore dans ce communiqué.

« Cette raison impérative d'intérêt public majeur est **de nature à justifier des atteintes à des espèces protégées** » et aucune autre solution envisagée n'était plus satisfaisante, d'après le tribunal.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Trafic de stupéfiants près de Dieppe : un fournisseur interpellé après une vaste opération

Elisa Duval

4-5 minutes

Mardi 31 mars 2026, une opération de lutte contre le trafic de stupéfiants était menée à Eu, par la brigade du Tréport. Elle a permis l'interpellation d'un fournisseur de drogue, à Dieppe.



Par Elisa Duval

Publié: 8 Avril 2026 à 14h36 Temps de lecture: 2 min

Nouvelle affaire de trafic de stupéfiants dans la région dieppoise.

Mardi 31 mars, une [opération de lutte contre les stupéfiants](#) a mobilisé 29 gendarmes issus de la brigade du Tréport, du PSIG et de la brigade de recherche de Dieppe, appuyés par deux équipes cynotechniques, avec des chiens formés à la recherche de stupéfiants.

Au total, 70 personnes et 40 véhicules ont été contrôlés. Résultat : deux conduites sans permis et une sans assurance. Dans l'un des immeubles inspectés, une cave et un appartement correspondant sont ciblés par les chiens, les gendarmes y découvrent 15 grammes de résine de cannabis et une cigarette de cannabis, qu'ils saisissent. Une enquête de flagrance est ouverte, permettant de retrouver le fournisseur.

373 grammes de cannabis et 3 400 euros en espèces

Le soir même, l'homme de 25 ans, habitant Ancourt, est interpellé à Dieppe et placé en garde à vue pour trafic de stupéfiants. 373 grammes de résine de cannabis, 800 paquets de cigarettes et 3 415 € en espèces sont retrouvés à son domicile. Il sera jugé devant le tribunal judiciaire de Dieppe en octobre 2026 et encourt jusqu'à dix ans d'emprisonnement et 7 500 000 € d'amende pour trafic de stupéfiants. Quant au consommateur, il écope déjà d'une amende de 350 € et d'une obligation d'effectuer un stage de sensibilisation.

Lire aussi





[Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly](#)



[Running. Un champion du monde 98 de football repéré parmi les participants à un trail près de Dieppe](#)



[Football – National 2. « Des grands savants en tribune », le coach tacle les supporters du FC Dieppe](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe Eu \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[À Dieppe, les policiers sortent de l'eau un homme tombé dans le port et lui sauvent la vie](#)



[Près de Dieppe, quand les chevaux prennent leur retraite en famille : l'exemple de Chloé et Caramel](#)



[À Dieppe, Neuville fête le printemps avec un concours de cri d'animaux de ferme !](#)





Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)



[Dieppe. Avec Radio Byzance et la Machine, impossible de vous empêcher de danser, à DSN](#)



[Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

La délinquance en baisse de 8 % sur le canton de Tôtes

Augustin Bouquet des Chaux

4-6 minutes

Les gendarmes de Tôtes (Seine-Maritime) ont fait le bilan de l'année 2025 au cours de la traditionnelle inspection de la communauté de brigades de Tôtes et de Saint-Saëns.

Sur le même thème

[Gendarmerie](#)

[Justice](#)



Les gendarmes des brigades de Tôtes et Saint-Saëns ont fait le bilan de l'année 2025. ©Les Informations Dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 8 avr. 2026 à 12h25

Vendredi 3 avril 2026, la salle du conseil municipal de la mairie de [Tôtes](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) était pleine pour la traditionnelle inspection de la Cob, la communauté de brigades de la région tôtaise. Un moment particulier pour le commandant de la compagnie de Tôtes, le major **Marc Fauqueux**, qui après 11 ans à la tête de la [gendarmerie](#) a fait valoir ses droits à la retraite. Il quittera ses fonctions le **1^{er} juillet 2026**. « J'adore mon métier et je continuerai de porter l'uniforme puisque je vais rejoindre la réserve de la gendarmerie » souligne-t-il. Marc Fauqueux a également reçu les félicitations des élus locaux avec lesquels il a su nouer une relation de confiance tout au long de ses 11 années à la tête de la gendarmerie tôtaise.

« Un engagement remarquable »

Le chef d'escadron Pau Baylac-Choulet, commandant de la compagnie de Neufchâtel, a également salué le travail du major Fauqueux : « Marc, ton engagement depuis 2011 est remarquable. On sent qu'un lien d'attachement réel et certain s'est créé entre les

gendarmes et les élus au cours de ton passage. Cette relation de confiance est essentielle. »

Le major Fauqueux sera remplacé par Noël Hébert qui est déjà arrivé à la brigade de Tôtes afin d'assurer une transition en douceur. Pour sa dernière inspection, Marc Fauqueux était heureux d'annoncer que la délinquance avait baissé dans l'ensemble des 37 communes de la communauté de brigades au sein de laquelle il travaille et qui comprend les brigades de Tôtes et de Saint-Saëns.

« Le nombre de faits de délinquance générale est passé de 713 en 2024 à 655 en 2025, soit une baisse de 8 % » sourit-il. Mais ce qui satisfait particulièrement le militaire, c'est le taux de résolution des enquêtes qui est de 63 % sur l'ensemble de la Cob. « La moyenne nationale est de 40 % » précise-t-il.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une commune à zéro délit

Les chiffres sont donc particulièrement bons d'autant que 18 % des 655 faits de 2025 ne peuvent tout simplement pas être résolus par les gendarmes de Tôtes ou de Saint-Saëns.

« Ce sont des plaintes enregistrées dans le cadre de la procédure de guichet unique. Si quelqu'un se fait voler sa voiture à Marseille et vient déposer plainte à Tôtes, c'est comptabilisé chez nous mais le dossier est envoyé aux autorités compétentes marseillaises et nous ne pouvons donc pas résoudre l'enquête » détaille le major.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Parmi les communes où l'on recense le plus de délits, se trouvent sans surprise les trois plus peuplées du secteur à savoir Saint-Saëns avec 90 faits, Tôtes avec 67 et Val-de-Scie avec 65. « Une commune n'a connu aucun délit en 2025 et c'est La Fontelaye » applaudit le major Fauqueux. La Fontelaye qui ne compte que 34 habitants et qui est la plus petite de l'ensemble de la Cob.

Le major Fauqueux est également revenu sur les accidents de la route au nombre de sept en 2025 dont deux mortels : « Il s'agit d'un enfant de 2 ans sur le secteur de Saint-Saëns après que sa mère s'est endormie au volant et une mère de famille tuée par un chauffard qui roulait fortement alcoolisé à plus de 179 km/h » commente Marc Fauqueux.

Enfin, le commandant de la brigade de Tôtes a souhaité revenir sur l'affaire des incendies de hangars agricoles : « Nous avons bien travaillé. L'auteur des incendies de hangars à Auffay et Tôtes est en prison. Il y avait une forte attente de tout le monde » conclut le futur retraité.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Il aurait pu nous planter » : un élève entre dans son collège près du Havre armé d'un couteau de cuisine

Suzelle Gaube

8-10 minutes

Jeudi 26 mars 2026, un collégien de 14 ans a été surpris en possession d'un grand couteau dans son sac à dos, au sein du collège Georges-Brassens à Épouville, près du Havre. Il aurait eu l'intention de s'en prendre à un camarade de classe.



Les faits sont survenus au sein du collège Georges-Brassens à Épouville, près du Havre, jeudi 26 mars 2026. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 3 Avril 2026 à 18h26 Modifié: 8 Avril 2026 à 09h58 Temps de lecture: 2 min

Une semaine après l'événement qui a secoué [le collège Georges-Brassens à Épouville](#), les faits restent encore bien présents dans l'esprit des collégiens. Vendredi 3 avril 2026, à 8 h, un élève de 6e se dirige vers son établissement. Interrogé sur le sujet, il se dit « *choqué* » par ce qu'il s'est passé. Selon nos informations, jeudi 26 mars 2026, dans l'après-midi, un élève a été surpris alors qu'il détenait un grand couteau de cuisine, avec une lame d'une trentaine de centimètres, dans son sac à dos.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

D'après nos informations, cela faisait quelques jours que l'élève de 14 ans avait ce couteau dans son sac. Avec l'intention de s'en prendre à un de ses camarades de classe, au point de « *vouloir le tuer* », comme nous l'affirme une source.

Avec un ami, la victime a prévenu la direction

Au courant de la situation, un copain du mis en cause a fini par alerter l'élève que le collégien voulait le frapper avec son couteau. Craignant pour sa sécurité, le collégien, accompagné d'un ami, a signalé la situation à l'établissement. Le principal s'est alors rendu dans la classe concernée pour convoquer le garçon suspecté et vérifier s'il y avait ou non une arme blanche dans son sac, résume l'académie que *Paris Normandie* a contactée.

Selon nos informations, les gendarmes sont intervenus, tout comme les secours qui ont pris en charge le garçon mis en cause. Sur demande de la procureure de la République du Havre – dont notre sollicitation est restée sans réponse – le garçon de 14 ans a été hospitalisé.

Un garçon « pas très stable »

L'enfant victime, mais aussi le principal de l'établissement ont été auditionnés par les gendarmes, dans le cadre d'une enquête. Ce qui n'est pas encore le cas du jeune mis en cause qui est présenté comme « *pas très stable* » de par son comportement notamment au sein du cercle familial, selon plusieurs sources concordantes.

« Un collège de campagne calme »

À l'entrée du collège, vendredi 3 avril 2026 au matin, des élèves se disent choqués par l'événement. « *D'autant que c'est un collège de campagne qui est calme, relève un garçon de 16 ans, en 3e. En plus, on est dans une classe hypercalme, et il se passe plein de trucs à l'extérieur...* » Avec son groupe d'amis, comme d'autres camarades interrogés par Paris Normandie, ils constatent que les événements s'enchaînent : « *En un mois, des ambulances sont venues plusieurs fois, et deux fois pour une même élève qui a tenté de se suicider. À un moment donné, on n'arrivait plus à suivre* » Selon l'Académie, « *il s'agit en réalité de deux interventions distinctes du SAMU concernant deux élèves différentes, et fort heureusement, aucune tentative de suicide n'a eu lieu* ».

« On ne se sent plus trop en sécurité. »

Une autre élève de 3e, témoigne de son inquiétude : « *Avec le recul, on se dit que si on l'avait croisé dans les couloirs, il aurait pu nous planter...* » Ça « *m'a fait peur. On ne se sent plus trop en sécurité* », ne cache pas une jeune fille de 14 ans. En 6e, un garçon a aussi « *eu peur sur le coup* ». Un autre se raccroche à la conversation : « *Avec des copains, on a fini par en rigoler pour essayer de dédramatiser la situation. Mais en vrai, ce n'est pas drôle* », relate-t-il. « *Moi je me suis dit : mais pourquoi ? En plus il est plus jeune que nous...* », s'interroge une jeune fille. Un groupe de filles en 6e réagit : « *C'est super dangereux, avec un couteau on peut tuer quelqu'un !* »

« Ni ami ni ennemi »

Certains en ont parlé à leurs parents, d'autres non. « *Mon père était assez surpris. Il m'a fait remarquer qu'à son époque, à la campagne, tout le monde avait son couteau sur lui. Mais que ça soit le cas aujourd'hui...* » Une autre élève affirme : « *Mes parents ont été étonnés qu'un jeune puisse avoir un couteau sur lui. (...) Ils ne me l'ont pas dit, mais je pense qu'ils ont peur pour nous* ». La plupart des

parents croisés aux abords de l'établissement se disent « *surpris* » et « *choqués* ». Une mère d'un élève de 4e, ami du mis en cause, pense qu'il s'agit davantage d'un « *appel à l'aide* » : « *Il a envoyé un message à mon enfant en lui disant qu'il ne lui aurait jamais fait de mal* ». Selon des sources concordantes, l'élève porteur du couteau et l'élève ciblé n'étaient « *ni ami ni ennemi* », il n'y aurait aucun passif entre eux.

« Ça aurait été bien que l'établissement nous en informe »

Après avoir déposé sa fille au collège, un père de famille témoigne ne pas en avoir entendu parler, tout comme plusieurs parents d'élèves croisés par Paris Normandie : « *Ça aurait été bien que l'établissement nous en informe. J'en parlerai à mon enfant ce soir* », poursuit-il.

Interrogé à ce sujet, l'académie précise : « *Le principal s'est rendu personnellement dans la classe concernée afin d'écouter les élèves, de les remercier d'avoir prévenu les adultes et de les rassurer sur les mesures de protection prises. Il a également communiqué de manière transparente avec l'équipe enseignante et les représentants des parents d'élèves* ».

Une fouille de sacs systématique

Des élèves rencontrés regrettent que les fouilles de sacs par la gendarmerie à l'entrée du collège ne soient pas plus fréquentes : « *On en a eu qu'un après les vacances de février* ». De son côté, l'Académie souligne que « *les élèves présentent systématiquement l'intérieur de leurs sacs à l'entrée de l'établissement depuis le début de l'année scolaire* ». Une démarche qui n'est pas suffisante relèvent plusieurs élèves. « *Prochainement, des équipes mobiles de sécurité interviendront dans la classe concernée pour permettre aux élèves d'échanger plus sereinement et à froid sur cet événement* », informe l'académie.

Samedi 4 avril 2026, la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume, a juste confirmé qu' « *une enquête pénale est en cours et confiée aux services de gendarmerie* ».

Lire aussi

[Cancer du côlon : une opération de prévention et de dépistage au Groupe hospitalier du Havre](#)

[Sauvetage héroïque des pompiers, Noz de retour à Gonfreville, Fête de la Scie... Le point actu à 20 h](#)

[Près du Havre, un corps retrouvé dans une zone boisée : une enquête ouverte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Épouville \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Ferries annulés au Havre : des voyageurs s'interrogent sur les choix de Brittany Ferries](#)



[Le Havre. Ce que l'on sait de la spectaculaire intervention des pompiers pour maîtriser une femme désespérée](#)



[Cancer du côlon : une opération de prévention et de dépistage au Groupe hospitalier du Havre](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)





[Une croisière gratuite pour découvrir le port du Havre : les inscriptions sont ouvertes](#)



Video

[L'église Saint-Joseph du Havre se transforme en fusée de béton et de lumière](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le Havre. Ce que l'on sait de la spectaculaire intervention des pompiers pour maîtriser une femme désespérée

Nicolas Le Jean

6-7 minutes

Une femme âgée d'une trentaine d'années a mobilisé d'importants moyens de secours, mercredi 8 avril 2026 en matinée. Elle était perchée sur le toit d'un immeuble du quartier Danton, avec le risque qu'elle saute dans le vide ou perde l'équilibre. Récit.



Par [Nicolas Le Jean](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 18h58 Temps de lecture: 1 min

Une femme juchée sur le faite du toit d'un immeuble de quatre étages, 21 rue Collard [au Havre](#) (quartier Danton), près du cours de la République. Des pompiers qui tentent de l'approcher via la nacelle de leur grande échelle, qu'ils ont déployée sur un pignon de l'immeuble contigu. D'autres pompiers, ceux du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (Grimp), qui progressent, eux, directement sur la toiture pour tenter de raisonner la personne. C'est [la spectaculaire et dramatique scène](#) à laquelle assistent de nombreux témoins – badauds et riverains, mercredi 8 avril 2026 en début de matinée.



Les pompiers ont déployé la grande échelle pour s'approcher de la femme en détresse et tenter de la raisonner. - PND

Les motivations de la femme, d'environ trente ans selon les secours, ne sont pas connues. Le risque qu'elle se jette dans le vide (elle aurait menacé de le faire selon des témoins) ou qu'elle perde l'équilibre, est toutefois bien réel. De fait, les pompiers ont déployé

deux matelas de sauvetage. *« Ils avaient commencé à défoncer la porte d'accès à la cour de mon immeuble, car cette cour était un des deux endroits où la personne pouvait tomber. Je leur ai donné la clé »,* témoigne une résidente du 21 rue Collard.

Elle fuit les pompiers

La scène s'avère d'autant plus dramatique que la malheureuse fuit les multiples approches des pompiers, en se déplaçant sur les toitures des 21 et 19 rue Collard. À un moment, nous la voyons assise, de dos, les mains agrippées de chaque côté du faîte, comme si elle s'apprêtait à basculer dans le vide. L'assistance se fige et retient son souffle.



Un important dispositif de secours a été déployé, incluant 20 pompiers, dont une équipe spécialisée du Grimp, appuyés par huit véhicules. Les urgentistes du Smur, les polices nationale et municipale étaient aussi sur place. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

Le quartier est en effervescence, à la faveur de la situation et de l'importance des moyens déployés. Vingt pompiers, mobilisés depuis 8 h 30 et appuyés par huit véhicules, sont à pied d'œuvre. Les médecins urgentistes du Smur se trouvent aussi sur place. Polices nationale et municipale, elles, sécurisent l'intervention, notamment en bloquant à la circulation les rues Collard et Jules-Tellier et en tenant à bonne distance les badauds.

(« C'est malheureux tout ça. »

Un témoin de la scène

Parmi eux, un groupe de lycéens qui font « chauffer » leurs téléphones portables et commentent la scène, non sans quelques sarcasmes. Et un habitant du quartier, selon lequel la femme au centre de l'attention aurait pris de la drogue et menacé des habitants du 21 rue Collard avant de monter sur le toit. *« Elle a le ciboulot à l'envers »,* lâche-t-il. Puis de tempérer : *« C'est malheureux tout ça. »*

Dénouement peu avant 11 h

Vers 10 h 40, de vifs éclats de voix se font entendre. Un homme semblant connaître la malheureuse l'interpelle. *« Ne l'énervez pas, nous négocions avec elle depuis deux heures ! »,* réprimande une policière. Puis tout s'accélère.





La femme en détresse a finalement été maîtrisée peu avant 11 h, et acheminée à l'hôpital Monod, à Montivilliers. - Photo Boris Maslard

On entrevoit des déplacements furtifs de pompiers derrière une cheminée, la femme en détresse n'étant plus visible de notre endroit. Des secouristes et des policiers s'engouffrent au n°21, immeuble duquel ils ressortent peu après, encadrant la trentenaire. Ils l'achemineront vers l'hôpital Monod, à Montivilliers, sans que son état ne nécessite une médicalisation préalable.

Sollicitée, la préfecture n'a pas souhaité répondre à nos questions. Des questions adressées aussi au parquet, qui n'a pas fait suite à l'heure où écrivons ces lignes.

Lire aussi

[Cancer du côlon : une opération de prévention et de dépistage au Groupe hospitalier du Havre](#)

[Sauvetage héroïque des pompiers, Noz de retour à Gonfreville, Fête de la Scie... Le point actu à 20 h](#)

[Près du Havre, un corps retrouvé dans une zone boisée : une enquête ouverte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Ferries annulés au Havre : des voyageurs s'interrogent sur les choix](#)

[de Brittany Ferries](#)



[Le Havre. Ce que l'on sait de la spectaculaire intervention des pompiers pour maîtriser une femme désespérée](#)



[Cancer du côlon : une opération de prévention et de dépistage au Groupe hospitalier du Havre](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)



[Une croisière gratuite pour découvrir le port du Havre : les inscriptions sont ouvertes](#)



Video

[L'église Saint-Joseph du Havre se transforme en fusée de béton et de lumière](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Politique. Sans surprise, Nicolas Mayer-Rossignol est réélu président de la Métropole Rouen Normandie

Pierre Durand-Gratian

4-5 minutes

L'issue du scrutin ne faisait aucun doute. Comme annoncé, Nicolas Mayer-Rossignol, le socialiste maire de Rouen, a été réélu à la présidence de la Métropole Rouen Normandie lors du conseil métropolitain d'installation, mercredi 8 avril dans l'après-midi avec 107 voix sur les 135 élus métropolitains. Seul Maxime Da Silva, nouvel élu insoumis à Rouen a présenté *"symboliquement"* sa candidature face au maire de Rouen pour recueillir quatre voix. *"Cette réélection m'honore et nous oblige, elle m'oblige"*, a insisté le président, avant de défendre son bilan et d'égrainer en partie sa feuille de route pour les six à sept années à venir. *"Nous avons la troisième pire qualité de l'air de France, la pollution a été divisée par deux. Des habitants, des étudiants arrivent, des formations s'ouvrent, nous accueillons aussi beaucoup plus de touristes, a-t-il insisté. Notre Métropole progresse et cela se voit."*

Une "union sacrée" sur le train

Pour les années à venir, Nicolas-Mayer Rossignol a appelé à une *"union sacrée normande"* sur les sujets ferroviaires, à porter en coopération avec les territoires voisins, l'Etat et l'Europe. En ligne de mire : la Ligne nouvelle Paris-Normandie, la future gare Saint-Sever à Rouen ou encore le projet de Service express métropolitain. Il a aussi défendu le projet d'un nouveau tramway à Rouen et a annoncé sur le sujet le lancement d'une grande concertation sur les infrastructures de transport.

Par ailleurs, Nicolas Mayer-Rossignol souhaite, dès le prochain conseil métropolitain, mettre en place des mesures pour les familles monoparentales. *"Je propose la gratuité des musées et des équipements touristiques métropolitains pour les parents solos et leurs enfants. C'est une mesure de justice sociale. Si vous croyez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance"*, a-t-il insisté.

Une équipe resserrée avec 15 vice-présidents

Dans l'exécutif métropolitain, 15 vice-présidents, huit hommes et sept femmes ont été élus, contre 16 lors de la dernière mandature.

Parmi les nouveautés, Kaltoum Gachi hérite d'une vice-présidence à la fraternité républicaine, destinée à lutter contre toutes les formes de discrimination et à œuvrer notamment pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Julie Lesage devient, quant à elle, vice-présidente à la sécurité et à la tranquillité publique, avec la mission de développer une brigade du logement social, une

brigade de police métropolitaine, capable d'intervenir en renfort sur les communes du territoire ou encore la création d'un centre de supervision urbaine métropolitain pour mutualiser les moyens de vidéoprotection.

Les 15 vice-présidents de la Métropole Rouen Normandie

1^{er} vice-président : Djoudé Merabet, urbanisme et aménagement du territoire

2^e vice-présidente : Astrid Lamotte, petites communes, ruralité

3^e vice-président : Nicolas Rouly, culture

4^e vice-présidente : Charlotte Goujon, transition écologique

5^e vice-présidente : Agnès Cercel, emploi et solidarités

6^e vice-président : Cyrille Moreau, mobilités

7^e vice-présidente : Kaltoum Gachi, fraternité républicaine

8^e vice-présidente : Julie Lesage, sécurité, tranquillité publique, risques industriels

9^e vice-président : Abdelkrim Marchani, économie, attractivité, vie étudiante, jeunesse

10^e vice-président : Joachim Moyse, politiques de la ville, logement

11^e vice-président : David Lamiray, sports

12^e vice-présidente : Laurence Renou, finances

13^e vice-président : Hugo Langlois, cycle de l'eau

14^e vice-président : Théo Perez, énergie, traitement des déchets

15^e vice-présidente : Sophie Boucquiaux, relations avec les usagers

Doudeville. Agnès Laloi succède à Jean-Nicolas Rousseau à la tête de la communauté de communes Plateau de Caux

Anaëlle Dessole

3-4 minutes

Le conseil communautaire de Plateau de Caux Doudeville-Yerville a été installé mercredi 8 avril. L'assemblée a été accueillie par Jean-Nicolas Rousseau, jusqu'à ce jour président. Il a introduit la réunion en souhaitant à tous les élus *"un mandat constructif et harmonieux"*. Puis c'est Francis Truptil, en sa qualité de doyen d'âge, qui a présidé la séance avant qu'Agnès Laloi ne soit élue présidente.

"Je porte le souhait que notre communauté de communes dépasse les clivages de territoire"

La maire de Saint-Laurent-en-Caux, et jusque-là vice-présidente de la communauté de communes en charge de la petite enfance était seule candidate pour la présidence du Plateau de Caux. *"Je porte ma candidature avec un projet que nous avons travaillé avec Séverine Gest. Un projet qui a une gouvernance qui sera revue et restreinte par rapport à ce qui existait aujourd'hui : six vice-présidents au lieu de sept. Un bureau à 15 membres pour avoir une bonne représentativité des communes"*. Les conseillers communautaires ont largement soutenu cette candidature avec 49 votes en sa faveur et cinq bulletins blancs. *"Je n'aurai qu'un seul mot. Merci, merci pour la confiance, merci à Séverine pour le travail collaboratif, pour faire connaître notre projet commun. Je porte le souhait de faire de notre communauté de communes une collectivité dans laquelle chaque commune se retrouve, que la collectivité dépasse les clivages de territoire"*, a-t-elle affirmé après sa prise de fonction. Elle sera accompagnée par Séverine Gest, en qualité de première vice-présidente, chargée de la petite enfance et des ressources humaines. La maire de Bourdainville depuis 2014 était jusqu'alors vice-présidente au tourisme. Le deuxième vice-président, Michel Fillocque, maire d'Etoutteville, aura la charge du développement économique, des marchés à bons de commande et des travaux.

Il a été élu sur un programme ambitieux, celui de *"s'occuper des commerces, des artisans, des PME, des petites structures qui garnissent nos petites campagnes. Je veux que chaque petite commune ne se sente plus seule"*. Le troisième vice-président, en charge de l'environnement et des services techniques, reste Daniel Beuzelin. Olivier Houdeville est élu quatrième vice-président à l'urbanisme et à l'habitat, au Gemapi et au PCAET. Deux candidats, Rémy Bonamy, maire du Saussay et Bruno Matton, maire de Yerville, se sont déclarés pour la 5^e vice-présidence en charge de

France services, des services à la population et de la mobilité. Avec 33 voix, c'est Rémy Bonamy qui l'a emporté. La 6^e vice-présidence, au tourisme, aux chemins de randonnée, à la communication et aux commerces a été particulièrement demandée : Alain Zam, Daniel Durécu, Arnaud Thiollent et Eric Halbourg étaient candidats. C'est Eric Halbourg, maire de Motteville, qui est installé.

Bolbec. Vifs échanges entre majorité et RN sur le règlement municipal et les indemnités

Cédric Thomire

3-4 minutes

L'ordre du jour du conseil municipal de Bolbec qui s'est tenu jeudi 2 avril était plutôt technique, sans sujet de fond. Mais dans la lignée de [la séance d'installation du 21 mars](#), le groupe RN a tenu à marquer le coup. Il faudra donc s'y habituer pour les six prochaines années. Même s'il considère que la disposition retenue pour les séances de conseil municipal est faite pour "*invisibiliser et museler l'opposition*", Douglas Potier a profité de la tribune qui lui était offerte, filmant ses interventions ou celles de ses collègues avec son téléphone posé sur sa tablette. Dès l'adoption du règlement intérieur, il s'est plu à relever "*des choses superfétatoires, beaucoup d'incomplétudes et d'erreurs*". Il a aussi dénoncé "*des mesures attentatoires aux libertés des élus de l'opposition*", menaçant au passage de porter devant le tribunal administratif ce texte. Le chef de file du RN s'est étonné de l'obligation faite à "*ces Messieurs*" d'assister au conseil municipal, en parlant du directeur général des services et des directeurs de services. "*Ils ont sans doute autre chose à faire, sauf à vous souffler les réponses...*"

"C'est triste l'image que vous donnez aux Bolbécais"

Pour Douglas Potier, le règlement intérieur n'est autre qu'"*un torchon que ni les élus ni l'administration n'a relu*". Christophe Doré lui a répondu que le document est quasiment le même qu'en 2020, et qu'il y a six ans il n'avait pas fait autant de remarques. Quant à la présence des fonctionnaires : "*dans votre travail au Sénat vous accompagnez des élus ; il n'y a rien d'anormal*." Autre passe d'armes de la soirée, celle concernant le vote des indemnités. Douglas Potier a critiqué le choix de la majorité d'attribuer au maire et à ses adjoints la majoration de 15 % proposée aux communes chefs-lieux de canton ou bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine. "*J'aurais renoncé à cette majoration pour rallumer l'éclairage public*", a taclé Douglas Potier. Ces indemnités sont toutefois inférieures au maximum légal. "*L'expérience montre que les élus RN une fois au pouvoir augmentent leurs indemnités au maximum*", a répondu Charlie Goudal-Manoury. "*Le discours du RN est le même partout. Vous avez tous fait la même masterclass*", a ajouté le maire, faisant sortir de ses gonds le chef de file de l'opposition. "*Vous, vous ne donnez rien à cette ville. Moi, je redonne beaucoup à des associations, chaque mois. Je ne m'en vante pas par pudeur !*", a poursuivi Christophe Doré.

"Vous êtes dans un monologue permanent"

La délibération concernant les frais de représentation du maire (2 000 €/an maximum) a aussi suscité des réactions du RN et provoqué un certain brouhaha. *"Vous êtes dans un monologue permanent M. Potier. Vous n'écoutez même pas la réponse. Je passe donc au vote"*, a lancé la 1^{re} adjointe. David Duhamel, seul opposant de gauche, a plusieurs fois repris Douglas Potier au cours des débats : *"Le public en a marre. Arrêtez ces pamphlets interminables ! C'est triste l'image que vous donnez aux Bolbécais..."*

Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement

Philippe Dufresne

7-9 minutes

Jeudi 9 et vendredi 10 avril 2026, les élus départementaux de la Seine-Maritime débattent du budget primitif. Le projet a été bâti en poursuivant l'effort de désendettement tout en maintenant un haut niveau d'investissement.



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 9 Avril 2026 à 08h17 Temps de lecture: 3 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. Le budget primitif 2026 de la Seine-Maritime vise désendettement et maintien d'investissement élevé. 2. Le département dépend des dotations de l'État pour ses dépenses sociales. 3. La capacité de désendettement est à 6,9 ans, avec une dette proche de 800 M€. 4. L'investissement hors dette atteint 273 M€, renforçant solidarités humaines et territoriales.

« Le budget primitif 2026 est ambitieux, prudent et sérieux ».

Généreux en formules, [le président du Conseil départemental de la Seine-Maritime, Bertrand Bellanger](#), et son [vice-président en charge des finances, Nicolas Bertrand](#), ont dévoilé, mercredi 8 avril 2026, leur plan de bataille pour les prochains mois. Le budget sera débattu en session plénière jeudi 9 et vendredi 10 avril.

Comme l'an dernier, la philosophie est de partir d'une feuille blanche, vierge des reliquats de l'exercice précédent, pour bâtir un projet reposant sur quatre piliers fondamentaux : maîtriser les dépenses, doper les recettes, avancer dans le désendettement et, on a envie de dire « *malgré tout* », soigner l'investissement.

Dépenses contenues

« Le Département traverse une période difficile financièrement. Depuis cinq ans, c'est la fin de l'autonomie fiscale. Nous dépendons des dotations de l'État, stables ou en baisse », rappelle le président. Il faut pourtant faire face aux dépenses sociales, « dont deux tiers sont non pilotables », à savoir le RSA (revenu de solidarité active), la PCH (prestation de compensation du handicap) et l'APA (allocation personnalisée d'autonomie). Il a donc fallu être rigoureux sur les

frais de fonctionnement, pour proposer des dépenses réelles de fonctionnement à hauteur de 1, 514 Md€.

Désendettement

« Il y a dix ans, la Seine-Maritime était le département le plus endetté de France. Aujourd'hui, nous sommes celui qui a réalisé le plus haut niveau de désendettement », souligne Bertrand Bellanger. La capacité de désendettement est à 6,9 ans, sachant que le seuil d'alarme est à 10 ans. La dette est proche de 800 M€. Elle n'est pas un problème en soi, puisque l'emprunt offre une certaine souplesse, mais il est indispensable d'en garder la maîtrise. Le président Bellanger argumente : *« La Seine-Maritime ne fait pas partie des 54 départements français en très grande difficulté financière. »*

Trouver des ressources

L'âme du budget est de conserver le dynamisme économique, la capacité de soutien aux communes, aux collectivités et aux projets porteurs et de combattre la fracture territoriale. Pour cela, il faut des leviers financiers. Les recettes du budget primitif reposent à 83 % sur des ressources de fonctionnement internes. Les principales recettes sont deux fractions de la [TVA](#), la Taxe spéciale sur les conventions d'assurance et les Droits de mutation à titre onéreux. Ces DMTO sont des taxes lors de la transmission d'un bien immobilier. Ils sont très fluctuants. *« La prudence s'impose donc dans leur prévision d'utilisation »,* avertit Nicolas Bertrand.

« La Seine-Maritime ne fait pas partie des 54 départements français en très grande difficulté financière. »

Bertrand Bellanger, Président du conseil départemental 76

Investir pour préparer demain

L'investissement, hors dette, s'élève à 273 M€. *« Les solidarités humaines comme territoriales sont renforcées »,* affirme le président du Département. Le rôle du Conseil départemental est multiple. Il touche aussi bien à l'éducation, à la culture, au sport qu'aux projets structurant le territoire. Le Département va, par exemple, investir dans la voirie pour accompagner la création des EPR2 à Penly. Il va également renouveler son partenariat avec l'association L'Armada de la Liberté pour l'édition 2027 de L'Armada à Rouen. Son effort dans le secteur des équipements porte, notamment, sur la rénovation des collèges publics ou encore sur le soutien aux résidences et Maisons de l'autonomie. Sans oublier le [Sdis \(Service départemental d'incendie et de secours 76\)](#) qui bénéficie de 58 M€.

En prenant en compte les recettes, l'autofinancement, les dépenses et l'en cours de la dette, le budget primitif s'élève, en équilibre à 2, 321 Md €. La part d'autofinancement se situe à 117, 6 M€.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Tennis : Loïs Boisson déclare forfait pour l'Open Capfinances Rouen Métropole](#)



[« Première priorité, la patinoire », Mayer-Rossignol dévoile son ambition sportive pour la Métropole rouennaise](#)



[Élevage de poules, verger, chevaux de trait : près de Rouen, l'agriculteur aveugle creuse son sillon](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#) [Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



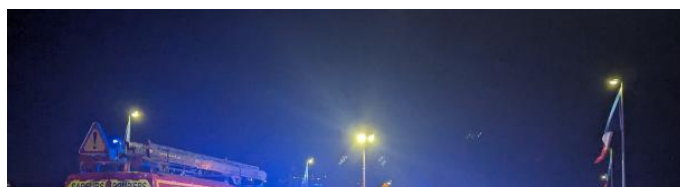
[Tennis : Loïs Boisson déclare forfait pour l'Open Capfinances Rouen Métropole](#)



[« Première priorité, la patinoire », Mayer-Rossignol dévoile son ambition sportive pour la Métropole rouennaise](#)



[Élevage de poules, verger, chevaux de trait : près de Rouen, l'agriculteur aveugle creuse son sillon](#)





[À Rouen, une collision entre un bus et une voiture fait un blessé grave et quatre légers sur un pont](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)



[Transports, mamans solos, petites communes. À Rouen, les priorités de Nicolas Mayer-Rossignol, réélu à la Métropole](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Rassemblement et consensus » : Nicolas Bertrand réélu président de la com com Bray Eawy

Anne Bouchet

6-8 minutes

Depuis 2017 à la tête de l'intercommunalité, Nicolas Bertrand a été réélu président de la communauté de communes Bray Eawy mardi 7 avril 2026. Seul candidat en lice, il a constitué une équipe de 17 personnes : 9 vice-présidents et 8 membres du bureau, recherchant « l'équilibre ».



Par [Anne Bouchet](#)

Publié: 9 Avril 2026 à 07h15 Temps de lecture: 1 min

Le conseil communautaire de Bray Eawy du mardi 7 avril 2026 s'est tenu sans grand suspense à Quièvre-court et en un temps presque record au vu de l'ordre du jour : l'élection du président, des vice-présidents et des membres du bureau. En deux heures, les 66 délégués ont élu le nouveau bureau, par vote électronique. D'où le gain de temps. [Maire des Grandes-Ventes](#), Nicolas Bertrand, seul candidat, a été réélu président de [l'intercommunalité](#). Interview.



Nicolas Bertrand, maire des Grandes-Ventes et vice-président du Département de la Seine-Maritime, a été réélu à la tête de la communauté de communes Bray Eawy. - Photo Paris Normandie

Comment avez-vous abordé cette élection à la présidence de la communauté de communes Bray Eawy ?

« J'avais envoyé aux élus un document présentant mon bilan et ma vision pour le prochain mandat sur certaines thématiques comme la gestion de l'eau et de l'assainissement, le PLUi, la compétence scolaire, l'éolien... J'ai présenté une candidature de rassemblement

et d'ouverture, ce qui est important au regard du contexte national et même international. Je considère que la com com n'est pas une collectivité territoriale mais l'émanation de personnes qui souhaitent s'engager ensemble pour un territoire. Contrairement aux précédentes élections, Dany Minel ne s'est pas présenté et a accepté la main tendue. Pendant deux mois, j'ai travaillé à trouver un consensus, avant même les élections municipales, pour trouver un équilibre entre les sensibilités et les villes pôles du territoire. »

Rééquilibrage des vice-présidences

Pouvez-vous justement présenter la nouvelle équipe élue ?

« Nous avons 9 vice-présidents, contre 13 durant le précédent mandat. Un choix pour améliorer le fonctionnement de la collectivité car chacun sera président d'une commission, avec une thématique claire. Cela nous permet aussi de maîtriser les dépenses. Je vais de nouveau baisser mon indemnité (par rapport à l'indemnité légale) et je vais demander aux vice-présidents de faire de même. En revanche, je vais proposer que les membres du bureau perçoivent une petite rémunération, pour leur travail. La première vice-présidence [revient à Neufchâtel-en-Bray](#), c'était logique, car c'est la ville principale qui compte 11 déléguées sur 66. Dany Minel est le 2e vice-président en charge des finances, une délégation qui lui tient à cœur. Il fallait aussi que Saint-Saëns soit représenté, c'est donc [Armelle Mousse](#) qui est la 3e vice-présidente. Les huit membres du bureau, qui auront chacun une délégation et viendront en appui des vice-présidents, sont des élus des petites communes. Mon seul regret est la faible proportion de femmes, 3 sur 17. J'ai rencontré les nouvelles femmes maires, car [elles sont nombreuses sur le territoire](#), mais elles m'ont dit que c'était trop tôt pour s'impliquer dans la com com. »

(La santé est la priorité numéro un. »

Nicolas Bertrand, Président de la CC Bray Eawy

Quelles sont les premières mesures qui vous comptez mettre en place dans les prochaines semaines ?

« Avant l'été, on va organiser un séminaire de travail avec les 17 membres du bureau pour leur partager ma vision et voir ensemble quels sont les sujets prioritaires et écrire ensemble le projet du territoire. Il n'y aura pas de gros investissements en 2026. Mais plusieurs sujets devront être travaillés rapidement : le vieillissement de la population (comment aider les communes pour [l'implantation de résidences seniors](#)), la petite enfance (installer un relais d'assistantes maternelles mutualisé avec la com com de Londinières), le commerce local. La santé est la priorité numéro un : même si le territoire reste bien doté en médecins (une quinzaine pour 26 000 habitants), il faut rester vigilant et voir comment attirer de nouveaux professionnels. Pour moi, la clé, c'est de capter les médecins stagiaires et les maîtres de stage, en proposant une prime forfaitaire pour les médecins internes. »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi





[« On ne s'attend pas à trouver Goldorak dans une brocante ! »,
rencontre avec Vincent Bonnavé, d'ABV Brocante](#)



[Eric Picard, maire de Gournay-en-Bray : « Il nous faut conquérir de
nouveaux habitants »](#)



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Les Grandes-Ventes \(Seine-Maritime\)](#)
[Neufchâtel-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Saëns \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

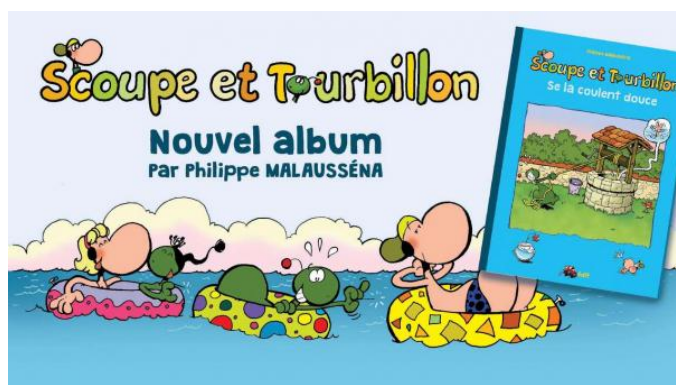
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



« Rassemblement et consensus » : Nicolas Bertrand réélu président de la com com Bray Eawy



[Scoupe et Tourbillon : Philippe Malausséna lance un financement participatif pour une nouvelle BD](#)



[Les mondes de demain au programme du festival Anima'docs à Neufchâtel-en-Bray](#)





[« On ne s'attend pas à trouver Goldorak dans une brocante ! »,
rencontre avec Vincent Bonnavé, d'ABV Brocante](#)



[Eric Picard, maire de Gournay-en-Bray : « Il nous faut conquérir de
nouveaux habitants »](#)



[Près de Dieppe, immersion vers d'autres pratiques professionnelles
à Madagascar avec les lycéens d'Envermeu](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le budget primitif de la Seine-Maritime soutient le bien lire et le bien manger

Philippe Dufresne

4-5 minutes

L'éducation et la culture sont deux dossiers importants dans le budget primitif du conseil départemental de la Seine-Maritime. Dans les deux cas, le Département veut faire progresser les choses.



Le Département peut aider les foyers les plus en difficulté en finançant une grande partie du prix des repas à la cantine scolaire du collège. - Vdn



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 20h29 Temps de lecture: 1 min

Les élus seinomarins débattent du budget primitif au Conseil départemental, à Rouen, les 9 et 10 avril 2026. Parmi les nombreux points du dossier, l'éducation et la culture, qu'il s'agisse de la rénovation des collèges ou du fonctionnement des cantines scolaires, ont une place importante.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« L'éducation, la culture et le sport ne sont pas des variables d'ajustement. On est à 194 M€ », assure Nicolas Bertrand, le vice-président du CD 76 en charge des finances. Le département soutient la réhabilitation des collèges voire la reconstruction, comme c'est le cas à Gonfreville-l'Orcher.

« L'éducation, la culture et le sport ne sont pas des variables d'ajustement. »

Nicolas Bertrand, Vice-président du conseil départemental 76
Il veut aussi encourager la modernisation des [bibliothèques et](#)

[médiathèques publiques](#), en abaissant le plancher des dépenses éligibles des projets. L'objectif est d'inciter les communes à moderniser leur bibliothèque pour accéder aux ressources numériques de la médiathèque départementale.

Le département n'oublie pas les [assiettes](#). Le prix des repas à la cantine bénéficie d'un véritable effort, avec 3 €, sachant que le coût réel est de 12 €. Bertrand Bellanger l'assure : « *Dans l'assiette, on trouve des choses sympas, avec des [produits bio en circuit court](#) et respectant la loi Egalim.* »

Pas de gratuité totale

L'Aide aux collégiens pour la restauration et l'internat (ACRI) permet une aide supplémentaire aux familles les plus en difficulté. « *On peut prendre en charge jusqu'à 90 % du prix des repas, le reste à charge des parents étant dans ce cas de 30 centimes.* » Environ 5 000 foyers sont aidés par l'ACRI sur quatre tranches. « *Mais pour autant, la gratuité totale n'existe pas* », tranche le président.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Tennis : Loïs Boisson déclare forfait pour l'Open Capfinances Rouen Métropole](#)



[« Première priorité, la patinoire », Mayer-Rossignol dévoile son ambition sportive pour la Métropole rouennaise](#)



[Élevage de poules, verger, chevaux de trait : près de Rouen, l'agriculteur aveugle creuse son sillon](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Tennis : Loïs Boisson déclare forfait pour l'Open Capfinances Rouen Métropole](#)

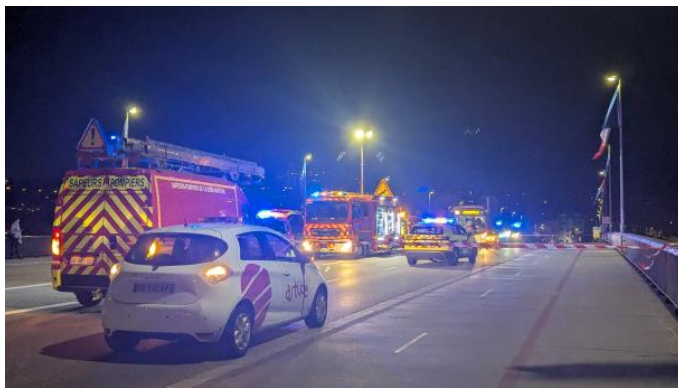




[« Première priorité, la patinoire », Mayer-Rossignol dévoile son ambition sportive pour la Métropole rouennaise](#)



[Élevage de poules, verger, chevaux de trait : près de Rouen, l'agriculteur aveugle creuse son sillon](#)



[À Rouen, une collision entre un bus et une voiture fait un blessé grave et quatre légers sur un pont](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)





[Transports, mamans solos, petites communes. À Rouen, les priorités de Nicolas Mayer-Rossignol, réélu à la Métropole](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

La voirie et l'éclairage : la Ville de Fécamp revoit ses priorités dans son débat budgétaire

Matthias Chaventré

5-6 minutes

Le conseil municipal de Fécamp abordera le débat d'orientation budgétaire, jeudi 9 avril 2026. Enseignements de la campagne électorale : deux sujets voient leur importance réévaluée. La voirie aura une plus grande enveloppe et l'éclairage public va refonctionner toute la nuit.



La Ville de Fécamp souhaite accélérer la transition vers l'éclairage Led et le rallumer davantage. - Archives Paris Normandie



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 18h02 Temps de lecture: 2 min

Jeudi 9 avril 2026, le conseil municipal se réunira à l'hôtel de ville, à [Fécamp](#), pour évoquer le débat d'orientation budgétaire, entre autres. Sorte de « *feuille de route* » pour l'équipe du maire, David Roussel. « *On est sur une continuité, mais aussi sur des nouveautés* », a-t-il offert à la veille du conseil. La campagne électorale et notamment le porte-à-porte réalisé par la liste gagnante ont permis de dégager « *beaucoup de demandes convergentes* » chez les habitants. Ainsi, pour le maire, « *il faut reparamétrer certaines priorités, notamment deux qui sont dans le cadre de vie* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Tout l'éclairage public sera rallumé d'ici l'automne »

L'éclairage public et la voirie sont de « *vrais sujets de discussion* ». Sur le premier point, surprise, « *tout l'éclairage public sera rallumé d'ici*

l'automne 2026, dans toutes les rues de Fécamp ». À l'entame de la guerre en Ukraine et des bouleversements du coût de l'énergie, la Ville avait choisi « dans l'urgence » de [couper la lumière à certaines heures de la nuit, hors grands axes](#). Encore aujourd'hui, elle s'éteint à minuit pour ne se rallumer qu'à 6 h. « Aujourd'hui, les villes rallument la lumière LED, parce qu'il y a aussi un sentiment de sécurité lié à la lumière. Il n'y a pas plus de délinquance, mais la lumière rassure les habitants, notamment ceux qui travaillent tôt, le matin. C'est un sujet qu'on a entendu. »

Voirie : dès cette année



L'état de la voirie et l'éclairage public qui s'éteint la nuit sont deux sujets de mécontentement portés aux oreilles de la Ville par les habitants. - DR

Le premier sujet de colère à Fécamp reste l'état de la voirie. Là aussi, David Roussel promet l'avoir entendu. « On était plutôt sur un rythme de 6 à 700 000 € chaque année. Là, l'idée est de porter l'effort à 1 million d'euros chaque année ». Pour le maire, la pluie et le gel sont « deux points impactants pour la voirie ». Si elle est dans cet état aujourd'hui, c'est aussi qu'« il y a un héritage depuis plusieurs décennies ». Des chantiers vont être engagés dès cette année 2026, sur du budget communal.

Lire aussi



[Après de gros travaux, la caïque Vierge de Lourdes parée pour les fêtes maritimes](#)





[À Fécamp, 42 tireurs réunis pour le tout premier concours amical du club de tir](#)



[La Mission locale Seine-Estuaire finaliste du concours « Je filme le métier qui me plaît »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Fécamp \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)





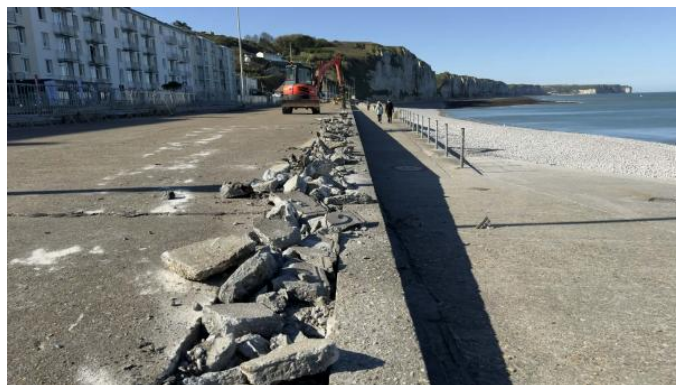
[La voirie et l'éclairage : la Ville de Fécamp revoit ses priorités dans son débat budgétaire](#)



[Après de gros travaux, la caïque Vierge de Lourdes parée pour les fêtes maritimes](#)



[À Fécamp, 42 tireurs réunis pour le tout premier concours amical du club de tir](#)



[Front de mer de Fécamp : des réparations à effectuer avant les vacances de Pâques](#)





[La Mission locale Seine-Estuaire finaliste du concours « Je filme le métier qui me plaît »](#)



[Sainte-Hélène-Bondeville : quatorze grands formats inspirés de l'Ancien testament exposés dans la chapelle](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Christiane Hallier de retour sur le siège de maire à Villy-sur-Yères, mais tout peut encore changer

Augustin Thibouw

3-4 minutes

Après des élections municipales très disputées, le conseil municipal de Villy-sur-Yères a été mis en place dans une ambiance particulière.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Tribunal de Rouen](#)

[Vallée de l'Yères](#)



Christiane Hallier a été élue maire de Villy-sur-Yères par son conseil municipal. Elle reste cependant dans l'attente d'une décision du tribunal administratif dans le cadre du recours déposé par Christophe Guilbert. ©Photo fournie par la candidate.

Par [Augustin Thibouw](#) Publié le 8 avr. 2026 à 18h00

Dimanche 15 mars, les habitants de [Villy-sur-Yères](#) étaient partagés. Ils avaient le choix entre le maire sortant, Christophe Guilbert où celle qui a occupé se poste de 2008 à 2020, **Christiane Hallier**.

En fin de journée alors que toutes les voix ont été comptées, les deux candidats ont été partagés d'une seule voix. 75 (50.34 %) pour Christiane Hallier et sa liste Un nouvel élan pour Villy-sur-Yères contre 74 (49.66 %) pour **Christophe Guilbert** et sa liste Le renouveau de Villy-sur-Yères.

Le maire sortant est donc annoncé perdant de ce scrutin mais quelques heures après les résultats, il a annoncé vouloir **déposer un recours**.

Le calme retombe sur Villy-sur-Yères et quelques jours plus tard le conseil municipal est mis en place. Sans surprise, Christiane Hallier

est élue maire. Emilie Adam, Bruno Alix et Laëtitia Hallier son respectivement 1re, 2e et 3e adjoints.

La nouvelle maire a tenu à remercier les électeurs pour leur « **confiance** témoignée et assure que l'équipe s'investit dans **l'intérêt** de Villy-sur-Yères ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Dans l'attente du tribunal

Mais tout pourrait changer dans les prochaines semaines. Christiane Hallier n'est pas sûre de pouvoir rester à la tête de la commune puisque le recours déposé par Christophe Guilbert est toujours entre les mains du **tribunal administratif**.

Malgré cette **menace** qui plane, elle assure : « le conseil municipal est pleinement en fonction et a commencé son travail au sein de la commune. Il représente dignement Villy-sur-Yères au niveau de toutes les instances locales. Les habitants de la commune peuvent compter sur nous ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Ce que dit la loi

Le tribunal administratif confirme qu'« une protestation électorale a été enregistrée, concernant la commune de Villy-sur-Yères ». Cette protestation sera jugée « dans un délai de trois mois à compter de la saisine du tribunal, soit avant fin juin ». Avant cette date, c'est bien Christiane Hallier qui est maire de Villy-sur-Yères. Sa liste obtient 9 sièges, contre deux pour celle de Christophe Guilbert.

Selon nos informations, deux votes par procuration auraient été mal enregistrés ou transmis lors des élections municipales. Deux votes et deux voies qui, dans un scrutin aussi serré, auraient pu avoir un poids important.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Pollution dans la Saône près de Dieppe : cette société doit indemniser la fédération de pêche

Maxime Cartier

3-4 minutes

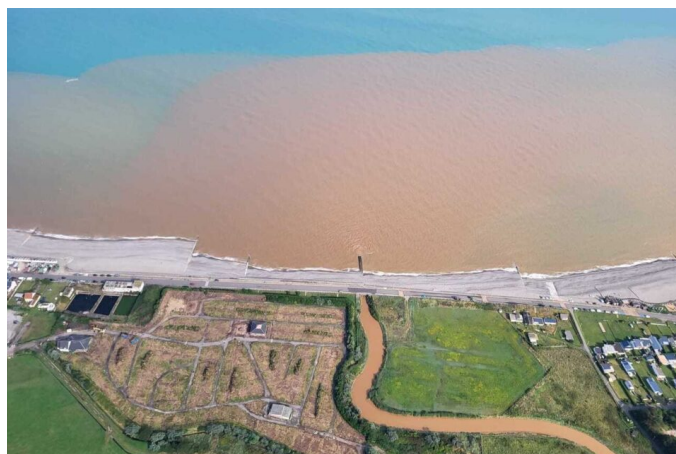
La société en charge de la gestion de la station d'épuration de Val-de-Saône (Seine-Maritime) doit indemniser la fédération départementale de pêche après un épisode de pollution.

Sur le même thème

[Pollution](#)

[Tribunal de Dieppe](#)

Article réservé aux abonnés



Un mois de précipitation est tombé en l'espace de quelques minutes à Val-de-Saône (Seine-Maritime) en août 2019. ©ULM Dieppe / Illustration

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 8 avr. 2026 à 11h01

La pollution constatée dans la Saône en 2019 aurait-elle pu être évitée par la société en charge de la station d'épuration de [Val-de-Saône \(Seine-Maritime\)](#) ? Le tribunal de Dieppe avait entendu des salariés de la société ainsi que son représentant s'exprimer à ce sujet le 3 mars 2026.

En août 2019 en effet, Val-de-Saône est fortement touchée par un orage. Un panache marron est alors observé par des agents de l'OFB, l'Office français de la biodiversité, au niveau d'une buse de la station d'épuration. Aussitôt, ils alertent un agent d'exploitation qui contacte son responsable avant d'agir pour mettre fin à l'épisode de pollution.

Une nouvelle station depuis 2025

À la barre du tribunal de Dieppe le 3 mars dernier, la réactivité des

salariés et de la société est pointée du doigt et la procureure se demande si la pollution aurait pu être évitée s'ils avaient agi plus vite.

Les représentants de la société évoquent de leurs côtés « un épisode exceptionnel » avec 76 mm de pluie, soit un mois de précipitations en l'espace de quelques minutes seulement. Ils soulignent aussi une station sous-dimensionnée et précisent qu'ils avaient signalé à la collectivité propriétaire de la nécessité d'en construire une nouvelle, car les eaux de pluie arrivaient vers la station, ce qui n'était pas normal.

Des manquements connus depuis 2011 mais la nouvelle station d'épuration n'a vu le jour qu'en octobre 2025. Malgré cela, la fédération départementale de pêche, elle, dénonce « une infraction d'imprudence » et a demandé à être indemnisée à hauteur de 20 000 € pour le préjudice écologique et plus de 2 000 € pour le préjudice halieutique.

La fédération estime que cette pollution survenue dans un cours d'eau propice à la migration a pu avoir une incidence sur au moins une génération de poissons.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Mardi 7 avril, le tribunal a rendu sa délibération. Si les prévenus ont été relaxés, la société doit indemniser la fédération départementale de pêche à hauteur de 3 000 € pour le préjudice écologique ainsi que 800 € pour les frais de justice.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Plan d'urgence propreté, brigade environnement... Rouen conserve sa 4e étoile du label « Ville éco-propre »

Sylvain Auffret

4-5 minutes

La Ville de Rouen vient de se voir renouveler en ce printemps 2026 sa quatrième étoile du label « Ville éco-propre » par l'association des villes pour la propreté urbaine. Elle vise désormais la cinquième étoile.



La Ville de Rouen conserve sa quatrième étoile du label « Ville éco-propre ». - Photo d'illustration Stéphanie Péron/PND



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 15h49 Temps de lecture: 1 min

Déjà titulaire de la 4e étoile du label « Ville éco-propre », la [Ville](#) de Rouen se la voit décernée à nouveau pour 2026-2028 par l'association des Villes pour la propreté ([AVPU](#)). Engagée dans cette démarche depuis [2018](#), la Ville a obtenu sa deuxième étoile en [2020](#), la troisième en 2022 et la quatrième en 2023.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Mobilisations multiples

Ce label répond à un cahier des charges précis : une évaluation évidemment indépendante du niveau de propreté, une mobilisation citoyenne sur cette question, des actions collectives de nettoyage, l'implication de publics spécifiques, des démarches

numériques innovantes et le développement d'initiatives favorisant l'appropriation de l'espace public.

À son crédit, la Ville met en avant son plan d'urgence propreté, la modernisation du matériel de collecte, l'installation de corbeilles plus esthétiques et plus grandes, le développement du tri, le déploiement de l'application nationale « [Montri](#) », le renforcement des actions de lutte contre les dépôts sauvages et les mégots avec la brigade environnement propreté. Elle souligne aussi ses programmes destinés aux habitants pour s'approprier la question comme « Mon propre quartier ».

Un recrutement pour la 5e étoile

L'objectif de la 5e étoile est désormais en chantier avec le recrutement prochain d'un responsable en charge des filières « responsabilité élargie du producteur » qui aura pour mission d'assurer une traçabilité des déchets et des indicateurs ou d'optimiser les filières de tri par le biais de conventionnements ou d'appels à projets. Il devra également assurer la mise en place d'action de sensibilisation aux bonnes pratiques en la matière.

Lire aussi



[Tennis : Loïs Boisson déclare forfait pour l'Open Capfinances Rouen Métropole](#)





[« Première priorité, la patinoire », Mayer-Rossignol dévoile son ambition sportive pour la Métropole rouennaise](#)



[Élevage de poules, verger, chevaux de trait : près de Rouen, l'agriculteur aveugle creuse son sillon](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Tennis : Loïs Boisson déclare forfait pour l'Open Capfinances Rouen Métropole](#)





[« Première priorité, la patinoire », Mayer-Rossignol dévoile son ambition sportive pour la Métropole rouennaise](#)



[Élevage de poules, verger, chevaux de trait : près de Rouen, l'agriculteur aveugle creuse son sillon](#)



[À Rouen, une collision entre un bus et une voiture fait un blessé grave et quatre légers sur un pont](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)





[Transports, mamans solos, petites communes. À Rouen, les priorités de Nicolas Mayer-Rossignol, réélu à la Métropole](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

"J'ai arrêté ma vie sociale" : une mère d'Elbeuf-sur-Andelle attaque l'État pour non prise en charge de son fils autiste

Sarah-Yasmine Ziani

5-6 minutes

Publié le mercredi 8 avril 2026 à 11:51 Mis à jour le mercredi 8 avril 2026 à 18:57

Une mère de famille habitant Elbeuf-sur-Andelle a attaqué l'État pour non-prise en charge de son fils atteint d'autisme sévère : elle exige plus de 78.000 euros pour ses pertes financières et souffrances morales. L'audience s'est tenue le 7 avril au tribunal administratif de Rouen.

Sandrine Dos Santos, une habitante d'Elbeuf-sur-Andelle près de Rouen (Seine-Maritime), est maman d'un petit garçon de 10 ans atteint d'autisme sévère. **Elle a décidé d'attaquer l'État pour absence de prise en charge scolaire de son fils Arthur, exigeant plus de 78.000 euros pour compenser ses pertes financières et les souffrances psychologiques qu'elle a subies.** L'audience avait lieu au tribunal administratif de Rouen ce mercredi 7 avril 2026.

En 2018, Sandrine Dos Santos inscrit son fils en maternelle à l'école privée Notre Dame de Nazareth au Mesnil-Esnard. Mais à la rentrée 2021-2022, l'établissement lui apprend qu'il n'acceptera plus Arthur : *"il a été éjecté, il n'y a pas d'autre mot pour définir ça"*.

"On lui interdisait d'aller avec les autres enfants"

Alors, elle le scolarise à l'école publique de la même commune, qui ne l'accepte... *"que trois heures par semaine, puis seulement deux heures, raconte Sandrine Dos Santos, alors que la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées), m'avait notifié que mon fils devait bénéficier de 12 heures de scolarisation par semaine. En plus dans cette école publique, on lui interdisait d'aller avec les autres enfants, il restait en permanence avec la directrice et une auxiliaire de vie scolaire. Et mon fils, ça l'énervait."*

Cette maman divorcée qui travaille dans la location immobilière doit alors totalement arrêter son activité pendant un an demi, y compris celle d'auto-entrepreneur qu'elle avait en parallèle, pour s'occuper d'Arthur. *"Il faut savoir que mon fils ne parle presque pas, il fait encore dans sa couche, il tape partout, il nous tape nous, il casse des choses, il crie."*

En 2023, elle pousse un coup de gueule remarqué sur les réseaux sociaux : **elle interrompt l'inauguration de l'Institut Médico Educatif (IME) l'Escale à Saint-Etienne-Du-Rouvray pour partager sa détresse.** On lui avait proposé de visiter l'établissement, alors que son fils y figurait en 50ème position sur la liste d'attente. *"On*

m'a dit qu'il y avait maximum une à deux places qui se libèrent par an, ça veut dire en gros que mon fils aurait pu y entrer d'ici 25 à 50 ans. "

Après cette vidéo, elle a finalement pu trouver une place dans un autre IME, celui de Montroty. *"J'ai dû mettre un peu la pression pour avoir une place. **Si je n'avais pas fait ça, je vous le dis honnêtement, je pense qu'aujourd'hui je ne serais pas en train de vous parler**, je serais dans un tombeau. Je n'avais plus d'énergie."*

Depuis, Sandrine Dos Santos a pu reprendre son travail - qu'elle doit souvent interrompre pour aller chercher son fils tôt dans l'après-midi -, **mais l'impact psychologique est encore là**, dit-elle : *"J'ai dû arrêter ma vie sociale, je n'avais plus mon rôle de maman car j'ai aussi une fille, Wendy. Je n'avais plus mon rôle de femme, plus mon rôle au travail. Encore aujourd'hui je ne fréquente personne, je n'ai presque pas d'amis."*

Lors de l'audience au tribunal administratif de Rouen mercredi 7 avril, **la rapporteure publique s'est prononcée en faveur d'une condamnation de l'État** à verser 20.000€ à Sandrine Dos Santos, plus 8.000€ en réparation du préjudice moral qu'elle a subi. Elle connaîtra la décision du tribunal dans un mois.

- [Procès](#)
- [justice](#)
- [Éducation nationale](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Alexis, 3 ans et demi et porteur de trisomie 21, va avoir droit à une AESH pour l'aider à l'école. La justice a tranché en sa faveur en octobre, contredisant une décision de la maison départementale des personnes handicapées. Une victoire pour sa maman Noémie qui vit au Trait (Seine-Maritime).

Le 24/10/2025 à 15:18

- Ce jeudi 30 octobre, la famille d'un octogénaire décédé en août 2019 quelques heures après avoir été renvoyé du CHU de Rouen, a demandé au tribunal administratif de Rouen (Seine-Maritime) d'être reconnue comme victime.

Le 30/10/2025 à 18:56

- Un rassemblement est prévu ce mercredi 30 avril à 11 heures devant le tribunal administratif de Rouen en soutien à une famille brésilienne, menacée d'expulsion au Havre. La mère Maria Graciela Da Costa est en fuite depuis qu'elle a refusé de se rendre à la police du Havre.

Le 29/04/2025 à 17:40

- Le maire de Merey (Eure) comparait ce vendredi devant le tribunal correctionnel d'Évreux. Gérard Petit était poursuivi pour complicité dans le trafic de stupéfiants mené par son fils de vingt ans. Père et fils ont été reconnus partiellement coupables des faits reprochés.

Le 27/03/2026 à 19:32

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Seminor construit des dizaines de logements à Goderville : le premier chantier terminé fin 2026

Suzelle Gaube

6-8 minutes

Basée à Fécamp, la société d'économie mixte Seminor entreprend trois projets de construction de logements à Goderville. Le premier chantier commencé il y a quelques mois devrait s'achever d'ici fin 2026.



Après avoir détruit le bâtiment existant fin 2025, neuf logements sont en cours de construction par Seminor, près de La Poste à l'angle des rues Emile-Bénard et Guy-de-Maupassant à Goderville. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Par [Suzelle Gaube](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 14h01 Temps de lecture: 2 min

Quand on circule en centre-bourg de Goderville, on ne peut pas le rater. Près de La Poste, des engins de chantier sont en mouvement depuis quelques semaines. Fin 2025, une maison à l'abandon était détruite sur ce terrain. « C'était une verrue », s'accordent à dire Seminor et le maire de Goderville, Frédéric Carlière. Dans cette commune de 2 829 habitants où le centre-ville est en pleine transformation, la construction de plusieurs dizaines de logements est engagée.

Trois projets menés par la société d'économie mixte basée à Fécamp, Seminor. « C'est une commune qui a longtemps été délaissée par les bailleurs sociaux, estime Seminor. Ces constructions correspondent aux besoins du territoire. » Ces logements sont notamment « destinés aux seniors » en leur proposant « des

logements plus petits et plus adaptés ».

Neuf logements près de La Poste



Porté par Seminor, le bâtiment est en cours de construction à l'angle des rues Emile-Bénard et Guy-de-Maupassant à Goderville. - Visuel Acube Architectes

Avant que les travaux de construction ne commencent, le bâtiment à l'abandon situé à l'angle des rues Emile-Bénard et Guy-de-Maupassant a été détruit fin 2025, explique Laurine Chevallier, cheffe de projet pour Seminor sur le secteur de Goderville. Il y a longtemps, il accueillait des bureaux. Depuis janvier 2026, neuf logements sociaux en résidence intergénérationnelle, dont des logements dédiés aux seniors, sont en cours de construction, 7 T2 et 2 T3 d'une surface totale habitable de 451 m². Laurine Chevallier précise : « *Il s'agit d'une construction biosourcée, et avec l'utilisation de matériaux de réemploi, comme du carrelage pour les parties communes.* »

Sur deux niveaux, le bâtiment devrait terminer d'être construit en janvier 2027. Le coût de l'opération ? 1 427 505 €. Seminor bénéficie d'aides de la part de Carsat, Fonds vert, Département, État, Action Logement. Comme il est d'usage, la commercialisation débutera cinq mois avant la fin du chantier. Les occupants pourront intégrer leurs logements en février 2027.

Une dizaine de logements au Bel Air



Projet de construction Bel Air à Goderville. Seminor. - Niels Cordier/9bis Architecture

Contacté par le promoteur Idéame, c'est dans le cadre du [lotissement du clos du Bel Air](#) que Seminor a décidé d'implanter son second projet de construction de logements à Goderville. Sur ce site : le château du Bel Air où un privé rénove entièrement le

bâtiment. Autour et derrière ce château, plusieurs maisons ont été construites par des particuliers. C'est devant, de part et d'autre du château que Seminor construit « *treize logements de plain-pied et une salle d'activités* », précise Laurine Chevallier. Soit une rangée de six T2 et une autre de sept T3 : un ensemble communément appelé « les écuries » sur une surface au sol de 1 150 m² et une surface totale habitable de 840 m². La salle d'activités sera entre les T2. Chaque logement sera doté d'un jardin, et seuls les T3 bénéficieront d'un garage. Commencé en octobre 2025, le chantier devrait s'achever en novembre 2026, avec une installation des occupants fin 2026.

Le coût de l'opération ? 2, 038 M€, avec l'aide du Département, de l'État, et d'Action Logement.

L'îlot Saint-François



Le troisième projet de construction de logements par Seminor à Goderville : l'îlot Saint-François, sur le site de l'ancienne école. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

Le long de la rue Saint-François, en lieu et place notamment de la crèche Les Pitchouns qui a déménagé, une vingtaine de logements (T2 et T3) prendront place. Mais pas avant 2029. Troisième et dernier projet de Seminor à sortir de terre à Goderville dans le cadre d'une convention de partenariat avec la commune, il bénéficie du dispositif [Petites villes de demain](#), programme gouvernemental de soutien à la revitalisation des centres-bourgs des communes de moins de 20 000 habitants. Il y aura ici non seulement de « *la construction biosourcée, avec une conception bioclimatique* » des logements, mais aussi « *une opération d'acquisition-amélioration sur le bâtiment existant pour le transformer en logements, avec le souci de préserver le patrimoine* », précise Laurine Chevallier. Ce bâtiment, c'est celui de l'ancienne école.

Lire aussi

[Sauvetage héroïque des pompiers, Noz de retour à Gonfreville, Fête de la Scie... Le point actu à 20 h](#)

[Près du Havre, un corps retrouvé dans une zone boisée : une enquête ouverte](#)

[Au Havre, le chantier de la tour Elithis devrait enfin reprendre en](#)

[avril 2026 après une longue interruption](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Goderville \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Ferries annulés au Havre : des voyageurs s'interrogent sur les choix de Brittany Ferries](#)



[Le Havre. Ce que l'on sait de la spectaculaire intervention des pompiers pour maîtriser une femme désespérée](#)



[Cancer du côlon : une opération de prévention et de dépistage au Groupe hospitalier du Havre](#)



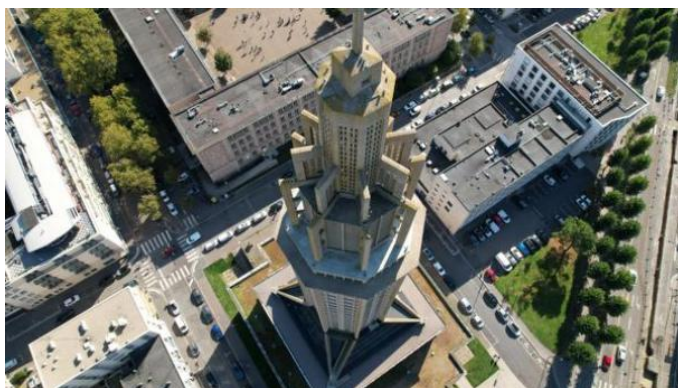


Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)



[Une croisière gratuite pour découvrir le port du Havre : les inscriptions sont ouvertes](#)



Video

[L'église Saint-Joseph du Havre se transforme en fusée de béton et de lumière](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly

Philippe Dufresne

5-6 minutes

Le conseil départemental de la Seine-Maritime l'assure : il faut modifier le réseau routier pour répondre aux exigences du chantier des centres nucléaires EPR et s'adapter à l'avenir.



Pour construire le futur centre nucléaire EPR2 mais aussi pour en garantir le futur bon fonctionnement, il faut revoir le réseau routier.

- Photo archives Paris Normandie



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 18h25 Temps de lecture: 2 min

Le conseil départemental de la Seine-Maritime se penche sur le budget primitif les 9 et 10 avril 2026. Impossible de ne pas s'arrêter sur le gigantesque chantier des [deux réacteurs nucléaires EPR2 à Penly](#). « Actuellement, la Seine-Maritime est le premier département français produisant de l'énergie bas carbone. Demain, [avec les deux EPR](#), ce sera encore plus vrai », tranche le président Bertrand Bellanger. Tout comme les communautés de communes et la Région, le Département soutient activement le dossier.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Il y contribue pour 38,8 M€, notamment pour l'adaptation du réseau routier. [Tant le chantier que le bon fonctionnement du futur centre nucléaire](#) rendent indispensables des évolutions de la voirie et de certains ouvrages d'art. Les objectifs prioritaires des aménagements sont d'adapter la capacité des infrastructures aux exigences du chantier et d'anticiper celles liées aux futurs convois exceptionnels. Le budget primitif inscrit les financements

nécessaires.

Ils vont se concrétiser par l'aménagement de la RD 925 (Dieppe vers le nord) en deux fois deux voies avec la création de cinq giratoires (à Grèges, Belleville-sur-Mer, Berneval-le-Grand et Derchigny-Graincourt). Une voie parallèle à l'axe est également prévue pour les modes de déplacement doux (dont les vélos) et les machines agricoles.

« La Seine-Maritime est le premier département français produisant de l'énergie bas carbone. »

Bertrand Bellanger, Président du Conseil départemental 76

Six carrefours vont être redimensionnés et mis en sécurité à Dieppe, Martin-Église, Bracquemont, Criel-sur-Mer, Penly, Saint-Martin-en-Campagne et Biville-sur-Mer. Le futur passage de convois exceptionnels implique des études sur le renforcement du pont de Bouteille à Rouxmesnil-Bouteilles et du viaduc dit Alpine sur la RD 927 à Dieppe.

Accès au centre nucléaire

Les futurs accès directs au centre nucléaire sont aussi anticipés. Les élus départementaux devront donner leur accord pour l'aménagement d'un carrefour à Petit-Caux, au niveau de la RD 925 et de la voie communale de Lombardie.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Running. Un champion du monde 98 de football repéré parmi les participants à un trail près de Dieppe](#)





[Football – National 2. « Des grands savants en tribune », le coach tacle les supporters du FC Dieppe](#)



[Football – National 2 : au FC Dieppe, Djilalli Bekkar laisse planer le doute sur son avenir](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\) Dieppe Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Près de Dieppe, quand les chevaux prennent leur retraite en famille : l'exemple de Chloé et Caramel](#)



[À Dieppe, Neuville fête le printemps avec un concours de cri d'animaux de ferme !](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)



[Dieppe. Avec Radio Byzance et la Machine, impossible de vous empêcher de danser, à DSN](#)



[Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly](#)





[Trafic de stupéfiants près de Dieppe : un fournisseur interpellé après une vaste opération](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Pannes de chauffage, fuites d'eau : après un hiver infernal, retour à la quasi-normale au lycée hôtelier de Canteleu

5-7 minutes

C'est la partie courbe de la toiture qui a posé le plus de soucis de fuites d'eau. © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le jeudi 9 avril 2026 à 6:31

Publié le jeudi 9 avril 2026 à 6:31

Après un hiver terrible où les pannes et désordres en cascade ont failli conduire à sa fermeture momentanée, la situation est revenue quasiment à la normale au lycée hôtelier Georges-Baptiste de Canteleu. Des travaux d'ampleur sont prévus sur la toiture.

Après des semaines de pannes en tous genres, d'inondations à répétition et de **problèmes de sécurité**, la situation semble maîtrisée au lycée hôtelier Georges-Baptiste de Canteleu. La région Normandie, qui gère les lycées, a entrepris des réparations d'urgence et des travaux de fond. Il a fallu pour cela la mobilisation des élèves, qui ont manifesté devant le lycée mi-janvier, et des personnels, qui ont déposé de nombreux signalements sur le fichier santé et sécurité au travail.

"C'était un carnage", témoigne Shana, élève interne en terminale boulangerie-pâtisserie, qui **a participé à la manifestation**. *"Dans l'internat, plus de chauffage, plus d'eau chaude, enfin de l'eau chaude une fois sur deux, il fallait avoir de la chance. Manteau dans les champs, bonnets... Dans les salles de classe, il faisait super froid. Il y avait des seaux un peu partout, l'eau était noire... Pour un lycée 'd'excellence', ça nous a mis un choc quand même."*

Les systèmes incendie et de chauffage vont être remplacés

La **situation a été très tendue** reconnaît la direction. *"Il n'y a pas eu de mise en danger des élèves et du personnel"*, explique la proviseure Marie Guguin, *"puisque l'établissement aurait été fermé. Mais c'est vrai qu'on était à la limite de l'exercice, c'est à dire que la situation ne pouvait pas durer. Il fallait vraiment qu'il y ait une réaction importante de la part des services de la région."*

Les élèves ont été entendus, **des travaux d'urgence**, notamment le bachage du toit, ont été entrepris, et un système de chauffage d'appoint provisoire a été mis en place. *"Les fuites se sont calmées"*, reconnaît Shana, *"c'est le principal. Maintenant, il faut qu'ils réparent un peu tout."*

Et c'est en cours affirme Marie Guguin : *"Sur les systèmes de sécurité incendie, les travaux ont démarré. La partie internat, qui était la plus*

urgente, a été sécurisée. Par contre, sur la partie externat, tout est en train de se mettre en place pour que ce soit opérationnel à la rentrée de septembre. Pour ce qui est du chauffage, là on avait du matériel provisoire, et le remplacement se fera définitivement pendant la période de vacances d'avril."

Deux millions et demi d'euros de travaux

Reste le problème de la toiture. Là aussi, des **travaux de plus grande ampleur** ont été lancés promet la région, qui gère le bâtiment. *"Il faut faire des études, il faut passer des marchés, des appels d'offres",* explique le vice-président de la région Normandie en charge des lycées, Bertrand Deniaud. *"On espère que les marchés seront fructueux, qu'il y a des entreprises qui vont répondre aux marchés. Il faut qu'on passe par toutes les étapes, ça prend des mois et des mois, mais on est en France, donc on doit s'armer de patience pour faire des travaux."*

Le premier chiffrage de la région pour ces travaux tourne autour de **deux millions et demi d'euros**.

- [Canteleu](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Froid](#)
- [Éducation nationale](#)
- [Lycée](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Des travaux menés au lycée hôtelier Georges-Baptiste de Canteleu après des semaines de pannes et d'inondations à répétition

Le 09/04/2026

Pénurie d'œufs : au Neubourg, une animalerie a vu sa vente de poules pondeuses augmenter de 50 % en un an

Le 09/04/2026

La mobilisation des parents d'élèves de Berville-sur-Seine

Le 08/04/2026

Le 08/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Dominique, 69 ans, a été violé par un frère au collège Bellefonds de Rouen au début des années 1970, géré par la congrégation des Frères des écoles chrétiennes. Il a reçu 30 000 euros d'indemnités de la part de la congrégation, et a signé un protocole de confidentialité en 2023.

Le 11/02/2026

- Édouard Geffray, le ministre de l'Éducation nationale, est à Barentin (Seine-Maritime) pour rencontrer, élèves, enseignants et personnels d'éducation ce jeudi. Un moyen de marquer cette journée nationale de lutte contre le harcèlement scolaire alors que notre région est la plus touchée de France.

Le 06/11/2025

- La Région Normandie a trouvé un accord pour relancer les travaux du lycée international Louis de Broglie de Bourg-Achard (Eure). Ils étaient interrompus depuis avril 2024 en raison de fragilités dans le bâtiment principal. Il va être détruit à partir d'avril et reconstruit.

Le 04/03/2026 à 17:27

- La moitié des enseignants du lycée polyvalent Schuman-Perret du Havre étaient en grève ce mardi 3 mars, pour dénoncer la suppression par l'académie d'heures de cours à la rentrée prochaine.

Le 03/03/2026 à 17:43

Port-Jérôme-sur-Seine. Déviations, circulation modifiée, accès aux commerces : des changements attendus autour du chantier de l'immeuble Calypso

Luc Gallais

3-4 minutes

Les habitudes vont changer pour les usagers de la route. A partir du lundi 13 avril, la circulation est modifiée autour de l'avenue Kennedy en raison de l'avancée du [chantier du futur immeuble Calypso](#), l'une des réalisations majeures du projet Cœur de ville portée par la municipalité. Objectif : permettre [la poursuite des travaux](#) en toute sécurité, dans un secteur très fréquenté à l'entrée de ville.

L'avenue Kennedy en partie fermée

Première étape, dès mi-avril et pour trois semaines : l'avenue Kennedy sera partiellement fermée. Les véhicules légers pourront emprunter la rue des Terrasses, en double sens, pour contourner la zone. Les poids lourds, eux, seront déviés plus largement par la D81, jusqu'au niveau du Carrefour Market. Malgré ces modifications, la municipalité de Port-Jérôme-sur-Seine insiste : les commerces situés sur l'avenue restent accessibles, tout comme le parking en face, via le giratoire proche de l'Hôtel de Ville.



A partir du lundi 13 avril, et pour trois semaines, l'avenue Kennedy, à proximité du chantier de construction de l'immeuble Calypso, sera partiellement fermée à la circulation - Infographie Port-Jérôme-sur-Seine

Deux autres phases avec des modifications de

circulation

Deuxième phase d'adaptation, prévue sur les mois de mai et juin : la circulation sera réorganisée avec la mise en place de sens uniques. L'avenue Kennedy sera en sens montant uniquement, tandis que la rue des Terrasses ne pourra être empruntée qu'en sens descendant. Les poids lourds continueront d'éviter le secteur en passant par la D81. Là encore, l'accès aux commerces sera maintenu.



A partir de mai, la circulation sera rétablie dans l'avenue Kennedy, uniquement pour rejoindre le centre-ville. Elle se fera dans le sens descendant dans la rue des Terrasses - Infographie Port-Jérôme-sur-Seine

La troisième et dernière étape est annoncée pour le mois de juillet : la rue Henri-Messenger sera partiellement fermée et ne permettra plus de rejoindre le giratoire situé face à la mairie. Les automobilistes devront alors obligatoirement passer par le giratoire de la D81 pour accéder aux commerces et au parking de l'avenue Kennedy. Les véhicules pourront emprunter la rue des Terrasses, tandis que les poids lourds resteront déviés par la D81.



Pour la troisième et dernière phase des modifications, en juillet, la rue Messenger sera partiellement fermée - Infographie Port-Jérôme-sur-Seine

3 600m² de logements, commerces et bureaux

La Ville reconnaît que ces aménagements pourront occasionner des gênes temporaires, mais les juge nécessaires pour accompagner ce chantier. Engagée depuis juillet 2025, [la construction de l'immeuble Calypso](#) doit transformer durablement cette entrée de ville d'ici fin 2026.

A terme, ce bâtiment de 3 600m² accueillera six commerces en rez-de-chaussée, dont la boulangerie et le tabac-presse déjà présents sur l'avenue Kennedy, mais aussi plus de 1 000m² de bureaux modulables pour les entreprises. Des prospects industriels se sont déjà positionnés pour ces bureaux, selon la maire Virginie Lutrot. L'immeuble abritera aussi 35 hébergements locatifs de courte à moyenne durée sous forme d'appart-hôtels (de T1 à T3) et un parking souterrain de 32 places.

Yerville. Un trou se forme sur la route, la rue est bloquée et toute une famille évacuée

Nicolas Durand

~2 minutes

Samedi 4 avril, une cavité s'est formée [rue des Faubourgs, dans la commune de Yerville](#). C'est Jérôme Blondel, un riverain, qui a donné l'alerte aux autorités. *"Un trou s'était formé, mais il restait du bitume au-dessus, indique-t-il. C'était dangereux et on ne voyait pas l'ampleur du trou. Pour éviter tout accident, nous avons gratté le bitume autour."* Deux habitations, dont la sienne, ont été évacuées à la suite de la découverte de la cavité. Avec toute sa famille, il a été logé chez ses beaux-parents. Il a pu regagner son domicile mardi 7 avril. Un arrêté de circulation a été mis en place.

"Ce n'est pas une marnière"

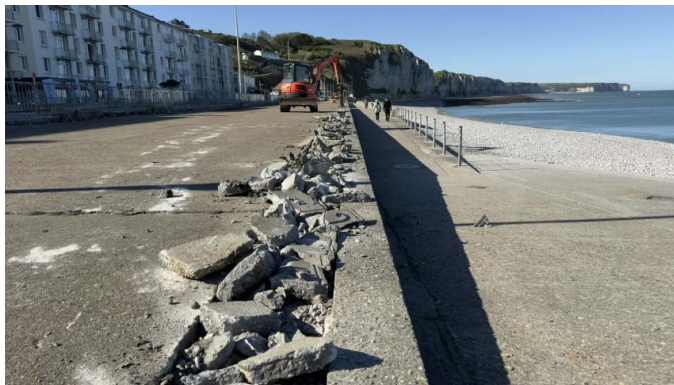
De son côté, [Bruno Matton, maire de la commune](#), se veut rassurant. Le responsable du syndicat d'eau, le service de l'équipement du département et la gendarmerie se sont rendus sur place. *"Ils sont venus faire un constat pour connaître la nature du trou, et ce n'est pas une marnière"*, détaille-t-il. Il s'agirait plutôt d'un effondrement, certainement dû à un ruissellement. Cela devrait être comblé rapidement : les équipes devraient intervenir dès le 10 avril. En attendant, une déviation est mise en place, notamment pour les cars scolaires. Un itinéraire bis a été instauré.

Front de mer de Fécamp : des réparations à effectuer avant les vacances de Pâques

Matthias Chaventré

~4 minutes

Après les dégâts causés par la tempête Goretti, la Ville de Fécamp s'active sur la promenade du front de mer, en ce début du mois d'avril 2026. Objectif : réparer rapidement pour sauver la saison touristique, avant d'engager des aménagements durables pour les années à venir.



La réhabilitation du front de mer à Fécamp est pensée en deux temps. L'heure est encore à panser les plaies. - DR



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 15h04 Temps de lecture: 1 min

Sur la promenade du front de mer de Fécamp, alors que la saison touristique va véritablement débuter avec les vacances de Pâques, on s'active en ce début du mois d'avril 2026. Les réparations de la [terrible tempête Goretti](#) se font « en deux temps », comme le mentionne David Roussel, le maire. « Cette année, on sauve la saison. On travaillera ensuite sur le long terme pour les prochaines saisons. »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Impossible de continuer ainsi

« Les jeux pour enfants sont commandés et vont être réceptionnés dans les prochains jours. L'objectif est de les installer dans les meilleurs délais. On a déjà un afflux important de visiteurs. » Les garde-corps en granit avaient été transformés en projectiles par la

tempête. Certains ont volé jusqu'à en détruire les jeux. « On voit bien que ce n'est pas possible de les remettre ainsi. Avant, ils sautaient une fois tous les quinze ans. Désormais, c'est quasiment tous les deux ans », compte le maire. De nouveaux aménagements sont en cours.

Lire aussi



[La voirie et l'éclairage : la Ville de Fécamp revoit ses priorités dans son débat budgétaire](#)



[Après de gros travaux, la caïque Vierge de Lourdes parée pour les fêtes maritimes](#)





[À Fécamp, 42 tireurs réunis pour le tout premier concours amical du club de tir](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Fécamp \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[La voirie et l'éclairage : la Ville de Fécamp revoit ses priorités dans son débat budgétaire](#)

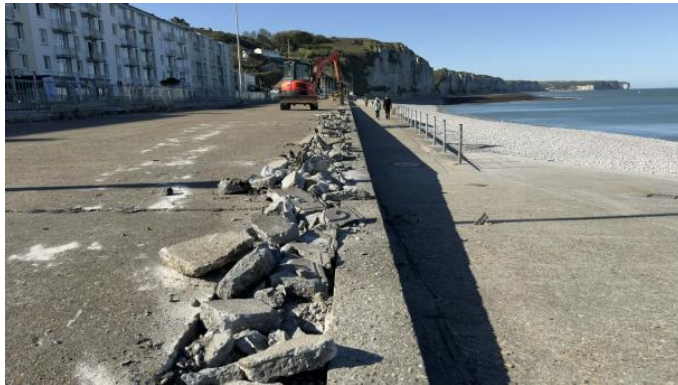


[Après de gros travaux, la caïque Vierge de Lourdes parée pour les fêtes maritimes](#)





[À Fécamp, 42 tireurs réunis pour le tout premier concours amical du club de tir](#)



[Front de mer de Fécamp : des réparations à effectuer avant les vacances de Pâques](#)



[La Mission locale Seine-Estuaire finaliste du concours « Je filme le métier qui me plaît »](#)



[Sainte-Hélène-Bondeville : quatorze grands formats inspirés de l'Ancien testament exposés dans la chapelle](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[Vidéos] Lillebonne. Parents et élèves font du bruit pour sauver leur classe menacée : la mobilisation monte d'un cran

Cédric Thomire

2-3 minutes

Les élèves de l'école Prévert et leurs parents ne lâchent rien pour sauver la classe menacée de fermeture. Mardi, ils ont donné de la voix dans les rues de Lillebonne.

Boîtes de conserve, bidons et tambourins en main pour faire du bruit, ils sont partis de leur école dans le quartier Goubermoulins pour se rendre en cortège jusque devant les locaux de la circonscription de Lillebonne de l'Education nationale, situés à côté de la mairie. Une délégation a été reçue par l'inspectrice départementale de la circonscription.

- **A lire aussi.** [Notre-Dame-de-Gravenchon. "Nos enfants ne sont pas des chiffres" : l'opération école morte très suivie contre la fermeture d'une classe](#)

Le maire Patrick Cibois est venu soutenir les manifestants. Il a de son côté rencontré mercredi matin un membre élu du CDEN pour fournir ses arguments contre la fermeture.

"Cette école ne peut se permettre d'avoir des CM1-CM2 à 27 élèves"

"Les instances académiques s'apprêtent à fermer une classe pour un élève en moins inscrit à la rentrée. Ce n'est pas acceptable, d'autant que l'école à un indice de position sociale parmi les 10% les plus faibles du département. Cette école ne peut se permettre d'avoir des CM1-CM2 à 27 élèves", argumente Nathalie Sieurin, déléguée syndicale SNUDI-FO 76.

Vendredi, [lors de leur journée école morte](#), parents d'élèves et élus signalaient également que 55 logements allaient être affectés à des familles en septembre, avec forcément des inscriptions à venir à l'école.

Réponse jeudi soir

L'Education nationale prendra sa décision jeudi 9 avril lors d'une réunion de son conseil départemental à la préfecture de Rouen. Les parents d'élèves ont prévu de s'y rendre pour manifester. D'autres parents ayant des enfants dans d'autres écoles concernées par des fermetures devraient les rejoindre.

- **A lire aussi.** [\[Photos\] Beuzeville-la-Grenier. Un rassemblement a eu lieu pour dire non à la fermeture d'une classe à l'école Lucienne](#)

Julien

Quant aux enseignants, un mouvement de grève est annoncé dans l'école pour jeudi 9 avril.

[Photos] Beuzeville-la-Grenier. Un rassemblement a eu lieu pour dire non à la fermeture d'une classe à l'école Lucienne Julien

Luc Gallais

3-4 minutes

"Une classe = un avenir !!!", "Touche pas à ma classe !", "Classe fermée, élèves sacrifiés" ou encore "enfants pas contents". Les banderoles, assez explicites, témoignent de l'inquiétude des enfants et des parents d'élèves de l'école élémentaire Lucienne Julien qui ont effectué un rassemblement dans la cour de l'école, mardi 7 avril, pour dire "Non à la fermeture". Plusieurs élus beuzevillais, dont le maire François Auber, mais aussi de Mirville, d'anciens élèves ou encore le conseiller départemental du canton de Bolbec Dominique Métot ont pris part à cette action.



Les parents d'élèves ont organisé cette action, en plus d'une pétition en ligne qui a atteint près de 500 signatures

"On déplore ce projet de fermeture"

La Direction des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN) de Seine-Maritime prévoit une fermeture de classe à la rentrée prochaine, sur les quatre que compte actuellement cette école. Les perspectives d'effectif ne vont pourtant pas énormément fluctuer : de 77 élèves, on passerait à 73 élèves. Avec pour conséquences une moyenne d'élèves qui passerait de 19 à 24 élèves par classe et des classes qui seraient forcément à double niveau. Mais aussi un temps de décharge réduit à néant pour la directrice de l'école élémentaire, la perte d'un poste de Professeur des écoles stagiaire (PES) et une crainte pour le nombre d'Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). Ils sont actuellement trois à intervenir, sachant qu'une vingtaine d'élèves est suivie par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

"On craint une perte de qualité pour le suivi et l'apprentissage de nos enfants, s'inquiètent Amélie Pereira et Cynthia Lecanu, deux des huit représentants de parents d'élèves. Certains ont des troubles spécifiques, il faut les accompagner au mieux avec une approche la plus individuelle possible." Elles ont lancé [une pétition en ligne, qui a atteint 471 signatures en quelques jours](#). Elus comme parents d'élèves demandent à l'Académie de réexaminer le projet de fermeture. "Le mieux serait de l'annuler, au moins à minima de le reporter", espèrent Amélie Pereira et Cynthia Lecanu.



L'action s'est effectuée à la sortie de la classe, des élèves de l'école Lucienne Julien ont rejoint le mouvement

Des constructions attendues pour de nouveaux habitants comme argument

Pour [François Auber](#), qui a rencontré l'Inspectrice de l'Education nationale de la circonscription vendredi avec le maire de Mirville Pascal Painparay, un autre argument doit être pris en compte dans la décision de l'Académie. "On a vendu un terrain communal à Nexity, qui prévoit la construction de 21 maisons et de 10 logements locatifs sur la zone de la Prairie, près du stade et de l'école. Les travaux de viabilisation commenceront le 11 mai, on a déjà 9 terrains réservés et 2 en option. Clairement, on aura des nouveaux habitants ces prochains mois, donc des enfants. On déplore ce projet de fermeture."

L'Education nationale doit acter cette fermeture de classe jeudi 9 avril en fin d'après-midi, lors d'une réunion de son Conseil départemental (CDEN), avant une communication officielle attendue ce vendredi.

À Étretat, les parents d'élèves veulent espérer le maintien de la classe menacée

Karine LEROY

4-5 minutes

Les parents d'élèves se sont rassemblés en nombre mardi 7 avril 2026 devant l'école d'Étretat qui pourrait perdre une classe. La pétition lancée contre ce projet prend de l'ampleur.



Une banderole a été déployée. devant l'école. - Parents d'élèves



Par [Karine LEROY](#)

Publié: 8 Avril 2026 à 14h08 Temps de lecture: 1 min

Rapide mais efficace : le rassemblement organisé à l'[école d'Étretat](#) mardi 7 avril 2026 à 18 h ne s'est pas éternisé mais parents d'élèves et soutiens sont venus en nombre. Ils protestaient contre le projet de fermeture d'une classe à la prochaine rentrée scolaire 2026-2027.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La décision devrait être actée par le [Rectorat](#) demain jeudi 9 avril 2026. L'école Rose-Duchemin, rue Guy-de-Maupassant, s'organise autour d'une section maternelle et d'une section primaire avec trois enseignants. La maternelle n'est pas concernée par l'éventuelle fermeture de classe contrairement à la primaire, qui compte cinq niveaux, du CP au CM2. En cause, le nombre d'élèves accueillis, moins d'une cinquantaine aujourd'hui, insuffisant pour l'Éducation nationale pour qui il manquerait une dizaine d'élèves.

Près de 400 signatures

Une pétition a donc été lancée pour demander le maintien de cette classe. « Non à la fermeture de classe à l'école d'Étretat » a atteint, mercredi 8 avril à midi, 381 signataires, contre 261 à la même heure la veille.

L'avenir de l'école du village est « l'occasion de mener une réflexion sur la démographie et le logement à Étretat », expose Shaï Mallet, de l'association [Étretat Demain](#), qui s'est elle-même déplacée sur le rassemblement. De même, Gaël Buray, conseiller municipal d'opposition, estime que ce projet de fermeture « tombe mal... Des logements sont prévus, même si pour certains il s'agit d'un déplacement de population. »

Obtenir un délai ?

L'élu craint que les dernières inscriptions à l'école n'aient pas été prises en compte par le Rectorat. De son côté la municipalité d'Étretat proposerait de mettre à disposition un service de transport scolaire vers son école afin de maintenir les trois postes et la classe menacée. Elle demande par ailleurs un délai au Rectorat qui doit se prononcer ce jeudi 9 avril sur l'avenir de l'école dans laquelle d'importantes rénovations ont été réalisées.

De leur côté, les parents d'élèves envisagent de nouvelles actions, du boitage, et une journée portes ouvertes après les vacances de printemps. « Nous voulons garder espoir. C'est un bon début pour faire bouger les choses », souffle une maman d'élève qui vante les atouts de l'école étretataise, 300 € par an par enfant pour le voyage scolaire, classe nature, découverte du golf, de la voile, du tennis, visite à la maison de retraite... « Il y a beaucoup de choses organisées. Les enfants sont chouchoutés ! »

Lire aussi



[Pétition et manifestation contre la fermeture de classe à l'école d'Étretat mardi 7 avril 2026](#)





[Municipales 2026 dans l'agglomération havraise : six recours déposés après le résultat des urnes](#)



[Étretat : 10 personnes piégées par la marée au Trou à l'Homme et 10 autres bloquées au Chaudron](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Étretat \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Juste pour vous

Suppression de classe près de Dieppe : les parents d'élèves montent au créneau

Sylvie Macquet

5-6 minutes

À Bacqueville-en-Caux, les parents d'élèves se mobilisent contre un projet de suppression de classe à l'école élémentaire Thomas-Pesquet, à la rentrée prochaine.



Par Sylvie Macquet

Publié: 8 Avril 2026 à 11h21 Temps de lecture: 2 min

Alors que les cartes scolaires se dessinent pour la prochaine rentrée, certaines décisions passent mal. À [Bacqueville-en-Caux](#), les parents d'élèves se mobilisent contre un projet de suppression de classe à l'école élémentaire Thomas-Pesquet. Ils se sont retrouvés nombreux hier mardi devant l'établissement pour afficher leur détermination. « *Nous ne comprenons pas cette décision et nous voulons être entendus* », explique Amandine Lecoeur, représentante des parents d'élèves.



L'école élémentaire accueille 14 élèves de la classe ULIS. - Photo Paris Normandie

« Cette hypothèse se base sur des effectifs estimés à 115 élèves à la rentrée »

Amandine Lecoeur, Représentante des parents d'élèves

Le matin même, la mobilisation s'était déjà fait sentir. Seule une cinquantaine d'enfants étaient présents dans l'école, un chiffre bien en deçà des effectifs habituels, conséquence d'une opération « école morte ». *« L'inspection académique de Rouen envisage la suppression d'une classe de CM1, qui serait transformée en classe à double niveau CM1-CM2, précise Amandine Lecoeur. Le problème, c'est que cette hypothèse se base sur des effectifs estimés à 115 élèves à la prochaine rentrée, à partir de données datant de novembre dernier. »*

Des chiffres contestés par les parents d'élèves, qui avancent aujourd'hui un total de 119 inscrits, dont deux nouvelles inscriptions très récentes. Ils pointent également la présence d'élèves de la classe ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire), intégrés à plusieurs enseignements, dont les mathématiques et le français pour certains, et qui nécessitent une attention particulière.

Des actions à venir

Selon eux, la future classe de CM1-CM2 pourrait atteindre 25 élèves (sans compter des jeunes ULIS), un effectif jugé trop élevé au regard des besoins des enfants. *« Il n'y aura pas de moments privilégiés pour les élèves, qui peuvent avoir des difficultés et qui ne pourront pas être suivis suffisamment »*, s'inquiète Virginie Kaj, dont le fils Sofiane, actuellement en CE2, pourrait être concerné. La mobilisation, soutenue par les élus des 6 communes du SIVOS (Lamberville, Lammerville, Rainfreville, Biville, Hermanville et Bacqueville), ne faiblit pas.

Plusieurs actions sont d'ores et déjà prévues : une nouvelle opération « école morte » demain jeudi, une rencontre attendue avec l'inspectrice d'académie, ainsi qu'un déplacement à la préfecture de Rouen le même jour à 17 h 30. En parallèle, une pétition en ligne sur mes opinions.com a déjà recueilli 450 signatures, auxquelles s'ajoutent 150 signatures sur papier. La décision de l'inspection académique est attendue jeudi soir. D'ici là, les parents d'élèves entendent maintenir la pression.

Lire aussi



[Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly](#)



[Running. Un champion du monde 98 de football repéré parmi les participants à un trail près de Dieppe](#)



[Football – National 2. « Des grands savants en tribune », le coach tacle les supporters du FC Dieppe](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Bacqueville-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[Près de Dieppe, quand les chevaux prennent leur retraite en famille : l'exemple de Chloé et Caramel](#)



[À Dieppe, Neuville fête le printemps avec un concours de cri d'animaux de ferme !](#)



Video

[Seine-Maritime : le budget départemental entre désendettement et volonté d'investissement](#)



[Dieppe. Avec Radio Byzance et la Machine, impossible de vous empêcher de danser, à DSN](#)





[Le réseau routier doit s'adapter au chantier de l'EPR de Penly](#)



[Trafic de stupéfiants près de Dieppe : un fournisseur interpellé après une vaste opération](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

École morte et motion en conseil municipal : la mobilisation se poursuit pour sauver une classe au Tréport

Lucas Farcy

3-4 minutes

Une classe est menacée de fermeture à l'école LDM du Tréport. Jeudi 9 avril 2026, une journée école morte est annoncée et mardi soir, les élus ont voté une motion.

Sur le même thème

[Education](#)

[Villes Soeurs](#)



Une classe est menacée à la rentrée 2026 à l'école LDM, au Tréport.
©Archives/Lucas Farcy

Par [Lucas Farcy](#) Publié le 9 avr. 2026 à 7h30

La mobilisation se poursuit [au Tréport](#), pour empêcher le projet de **fermeture d'une classe** au sein de l'école **LDM** (Ledré-Delmet-Moreau). Mardi 7 avril 2026, le conseil municipal a voté une motion contre la fermeture de cette classe. Le matin même, une mobilisation [avait été organisée devant l'établissement](#).

« L'école fait encore une fois les frais d'une logique budgétaire et calculatoire avec l'annonce du projet d'une nouvelle fermeture de classe élémentaire. Cette annonce est d'autant plus déplorable que des efforts considérables ont déjà été réalisés de la part de la municipalité et de l'équipe éducative, en particulier avec la fusion de l'école maternelle Brossolette et de notre école primaire. Cette fusion nous avait, théoriquement, offert un » répit » de plusieurs années. Répit qui s'est finalement avéré fictif puisque si, malgré la mobilisation des parents d'élèves, des habitants et de la municipalité, une classe venait à fermer, ce serait la quatrième sur une période de 5 ans », est-il écrit sur cette motion.

« Dans notre ville, où la population peut connaître d'importantes difficultés financières et des situations familiales fragiles, l'école de la République est un phare pour l'avenir de nos enfants. C'est un moteur synonyme d'égalité qu'il convient de ne pas dégrader. »

Dans les années qui viennent, la Ville estime que **de nouveaux élèves pourraient arriver** au Tréport : « Certains projets de construction de logements ont débuté au Tréport et d'autres seront entamés d'ici quelques mois. A cela s'additionneront les familles qui s'installeront sur le territoire dans le cadre du chantier et de la mise en route des deux nouveaux réacteurs de type EPR2 à la centrale nucléaire de Penly. Naturellement, le nombre d'élèves augmentera dans la commune ».

Jeudi 9 avril, des parents d'élèves de l'école organisent une journée école morte. Une annonce relayée notamment sur Facebook. Les familles sont incitées à ne pas amener leur enfant à l'école, pour dire leur opposition au projet.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Une attaque foudroyante de mэрule » : près de Rouen, un appel à l'aide pour sauver un symbole du patrimoine

Aurélien Delavaud

4-5 minutes

Le mercredi 8 avril 2026, la Fondation du patrimoine a lancé un appel à l'aide, car l'ancienne synagogue d'Elbeuf, en cours de réhabilitation, est infestée par la mэрule.

Sur le même thème

[Fondation du Patrimoine](#)
[Patrimoine](#)

Article réservé aux abonnés



La mэрule, un champignon qui s'attaque au bois, s'est immiscée sur le chantier de réhabilitation de l'ancienne synagogue d'Elbeuf (Seine-Maritime). ©Fondation du patrimoine

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 8 avr. 2026 à 21h05

C'est un très gros coup dur, pour un vaste **chantier** de réhabilitation qui n'en avait vraiment pas besoin. L'ancienne **synagogue** d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), [petit joyau du patrimoine local](#) à bien des égards, est maintenant infestée par « une attaque foudroyante de **mэрule** », comme l'explique la **Fondation du patrimoine**. Le mercredi 8 avril 2026, elle lance donc un nouvel appel à l'aide pour sauver la réhabilitation du bâtiment, qui doit devenir à terme [un centre multiconfessionnel et culturel](#). Pour l'association qui porte le chantier et pour la Fondation, il y a urgence.

« Une catastrophe »

« Je suis abasourdi et déçu, c'est une catastrophe, confie **Nassim Levy**, le président de l'Association culturelle des amis de la synagogue d'Elbeuf (Acase). On en était presque à la moitié de la première phase de chantier et là on découvre qu'il y a [de la méréule](#) dans le plancher et dans la sous-toiture. »



Pour poursuivre les travaux dans l'ancienne synagogue, il faut d'abord traiter ce problème de méréule. ©Fondation du patrimoine

Normalement, le chantier de cette première phase devait s'achever en juillet 2026. « Maintenant, ça ne sera pas avant l'automne. Et encore, si on trouve bien les fonds pour relancer les travaux », poursuit le président.

300 000 € à trouver

C'est bien là le danger pour **Olivier Leclerc**, le délégué régional Normandie de la Fondation du patrimoine : « Il y a des commandes à passer, si on ne retrouve pas des liquidités, les travaux ne pourront pas se faire et la méréule pourrait gagner du terrain. »

Pour éviter ce scénario catastrophe, la donne est très simple : il faut trouver **300 000 €** au plus vite.

Comment voulez-vous que je trouve ça ? Une somme pareille, on ne l'obtient pas en claquant des doigts !

Normalement, une nouvelle réunion de chantier est prévue à la fin du mois d'avril entre le président de l'Acase, qui est le maître d'œuvre du chantier, et l'architecte qui dirige les travaux. D'ici là, Nassim Levy espère convaincre les entreprises de faire un geste, « pour prendre une partie de la somme à leur charge sous forme de **mécénat** ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Mais il compte surtout refaire le tour de toutes les institutions qui ont déjà participé au **financement** de la réhabilitation. « Ça ne va pas être évident, il faut discuter, il faut refaire les dossiers... Pour le moment, on a déjà la Drac (la Direction régionale des affaires

culturelles, donc l'État, NDLR) qui s'est engagée à financer 25 000 €», salue le président de l'Acase.

Si d'autres mécènes ne se manifestent pas, ce ne sera pas suffisant. Dans ce cas, tous les efforts fournis ces dernières années, depuis le coup de projecteur et les [330 000 € apportées par le Loto du patrimoine en 2023](#), pourraient rester vains. Et la réouverture au public de l'ancienne synagogue d'Elbeuf ne resterait qu'un lointain mirage.

Pour récolter des fonds, la Fondation du patrimoine a [ouvert une cagnotte en ligne](#), sur son site Internet. Les dons sont déductibles d'impôts.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près d'Elbeuf : cette commune crée des cabinets médicaux et va accueillir de nouveaux professionnels de santé

Emilien Jacques

4-5 minutes

Une nouvelle maison de santé va voir le jour à La Londe, suite à une décision de la municipalité de rénover un de ses bâtiments pour y établir de nouveaux cabinets médicaux.

Sur le même thème

[Médecins](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Un bâtiment inoccupé va être réhabilité par la municipalité de La Londe (Seine-Maritime) pour accueillir de nouveaux professionnels de santé. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 8 avr. 2026 à 18h05

Avec trois médecins, une orthophoniste et une sophrologue, les **professionnels de santé** ne manquent pas à [La Londe \(Seine-Maritime\)](#). Et cela n'est pas près d'arriver puisque plusieurs **cabinets médicaux** vont être créés sous l'impulsion de la municipalité, qui s'apprête à faire d'un bâtiment inoccupé depuis plusieurs années la deuxième **maison médicale** du village.

Les élus à l'initiative

De la fenêtre de son bureau, le maire de La Londe a vue sur une bâtisse de deux étages, propriété de la commune. [Jean-Pierre Jaouen](#) était donc aux premières loges lorsque l'entreprise qui l'occupait a déserté les lieux, laissant l'**orthophoniste** et la **sophrologue** du village seules au rez-de-chaussée.

« On ne savait pas quoi faire des deux étages, explique l' élu, alors on

a décidé de **vendre le bâtiment** ». Un particulier s'est porté acquéreur à la fin de l'année 2025, et la municipalité a aussitôt décidé de **réinvestir** le fruit de cette vente.

À quelques centaines de mètres de là, près de la résidence François Naour, l'**ancienne école des filles** de La Londe, après avoir hébergé le club de billard ou encore l'association des pompiers, est vacante depuis plusieurs années.

C'est ici même que Jean-Pierre Jaouen et son équipe ont décidé d'établir un **nouveau pôle médical**.

Une offre de santé généreuse

« On a régulièrement des **demandes de praticiens**, confie l'adjoint au patrimoine Gérard Snyers, à chaque fois on répond qu'on n'a rien de disponible ».

Ce constat a convaincu les élus de **réhabiliter** ce bâtiment de plain-pied de 200 mètres carrés en **quatre cabinets médicaux** et leur salle d'attente commune. « Ça nous allait très bien, se ravit le maire Jean-Pierre Jaouen. L'intérêt et d'apporter un certain service à notre population. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Ce projet va nécessiter un investissement d'environ **200 000 euros**, financé par la transaction immobilière évoquée plus tôt, donc, et par une subvention espérée de la Métropole.

Une opération bien ficelée qui se concrétisera d'ici la fin de l'année, selon Gerard Snyers : « Aujourd'hui on compte **six mois de travaux**, on peut les lancer dans un mois ou deux. »

Qui va arriver ?

En attendant, les élus étudient les dossiers des prétendants à ces futurs nouveaux cabinets, non sans concerter les **trois médecins** déjà installés dans les locaux près de la crèche et de l'école.

« Ils aimeraient avoir un **kiné** et un **psychomotricien**, glisse Jean-Pierre Jaouen, mais ce sont des denrées rares ». Reste aux Londais à patienter encore quelques mois pour savoir de quels nouveaux services de santé ils auront la chance de bénéficier.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

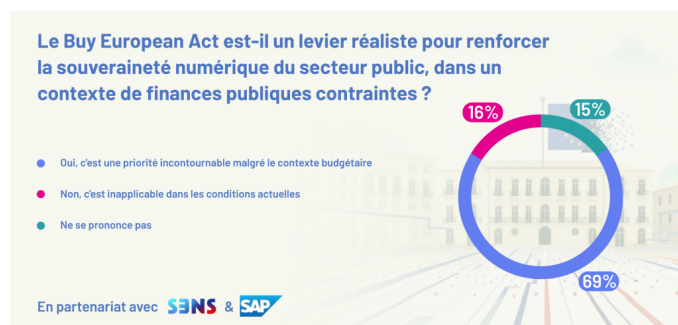
Enquête exclusive : les agents publics misent sur l'Europe en matière de souveraineté

~2 minutes

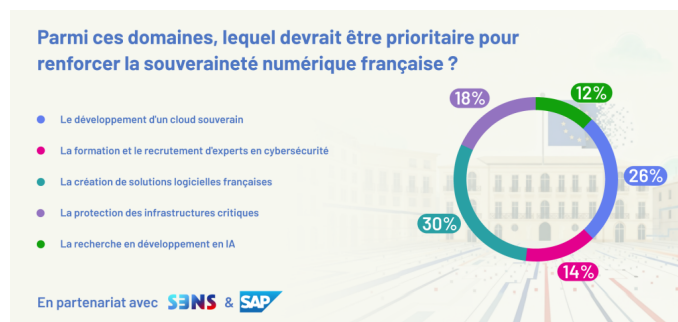
C'est le chiffre marquant de l'enquête : 69 % des agents interrogés misent sur l'Europe, espérant une coordination des investissements et des politiques industrielles.



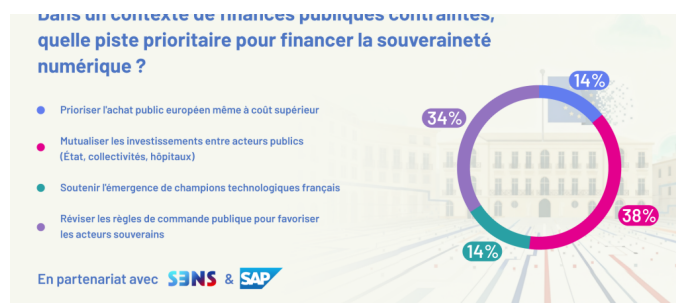
En prolongement – et logiquement – les répondants sont également 69 % à estimer le Buy European Act comme prioritaire.



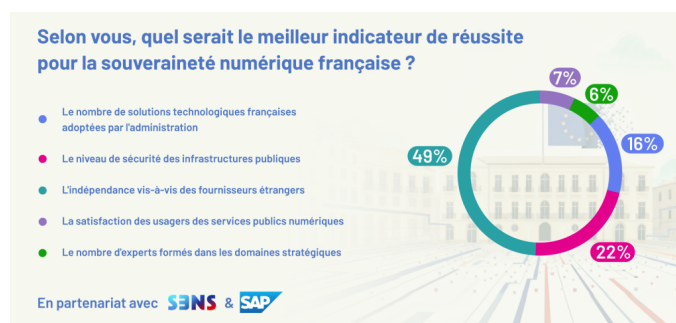
De l'Europe à la France : renforcer la souveraineté suppose prioritairement la création de solutions logicielles françaises, selon 30 % des personnes interrogées.



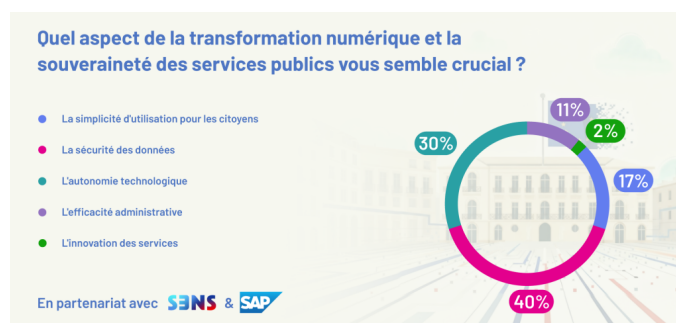
Les réponses sont diverses sur les autres questionnements, notamment concernant les priorités de financement de la souveraineté numérique. La mutualisation est citée en premier par 38 % des répondants.



L'indépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers apparaît comme le meilleur indicateur de réussite pour la souveraineté numérique française, nettement devant les autres items.



Qui dit souveraineté dit sécurité, estiment les répondants.



Méthodologie

Cette enquête dont les résultats ont été présentés le 30 mars lors du Grand débat de la souveraineté numérique, chapitre 4, a été réalisée via un questionnaire en ligne auto-administré réalisée du 06/03/2026 au 29/03/2026, 1236 répondants.

Planification écologique : face à l'enchevêtrement des normes dans les territoires, les députés plaident pour un "État facilitateur"

Simon Gendrel

5-7 minutes

Quelle méthode pour outrepasser les limites circonscrites à la territorialisation de la planification écologique dans les territoires ? Le [rapport](#) d'information "sur la planification écologique dans les territoires" consulté par *Acteurs publics*, et examiné ce 7 avril au sein de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, s'y attelle.

Ce rapport fait suite aux rencontres organisées par la délégation le 27 novembre 2025, réunissant des représentants d'associations d'élus locaux et différents opérateurs de l'État engagés dans la transition écologique, avec le secrétaire général à la planification écologique (SGPE), Augustin Augier, ainsi qu'avec le ministre délégué chargé de la Transition écologique, Mathieu Lefèvre.

De ces échanges ressort une injonction à la "*simplification de la planification écologique*" dans les normes, conjuguée à une meilleure répartition des compétences. Le rapport envisage aussi des pistes pour la constitution d'une véritable offre d'ingénierie de proximité au profit des élus locaux.

Des communes au ban de l'action territoriale

"Plusieurs élus locaux, en particulier ceux du bloc communal, ont exprimé le sentiment d'être quelque peu laissés à eux-mêmes et qu'en définitive, la descente d'échelle en deçà de l'échelon régional ne se faisait pas dans les mêmes conditions", a indiqué le président socialiste de la délégation, Stéphane Delautrette, lors de l'examen du rapport ce 7 avril.

Lire aussi : [Gouvernance écologique : une mission d'information propose de faire de la région le chef de file de la transition écologique](#)

Dans ce contexte, il a notamment pointé les découvertes tardives, pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), de "*mesures de mise en œuvre de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique*", mal vécues par les intéressés.

À rebours de cette démarche "*descendante*", le rapport invite les échelons territoriaux et étatiques à mettre en œuvre une logique "*co-responsable*". Ainsi, Mathieu Lefèvre avait, dès l'ouverture des rencontres, annoncé qu'il entendait "*remédier*" à ce manque

d'horizontalité.

Le rapport fait également état des attentes exprimées par les représentants des intercommunalités et des régions, qui souhaitent se positionner comme chefs de file des politiques publiques en matière de transition écologique.

Le texte "simplification des normes dans les collectivités" attendu

Surtout, de manière unanime, il ressort de ces rencontres que les élus locaux attendent de l'État qu'il joue un rôle de *"facilitateur"*, notamment à travers une *"stabilisation de l'environnement juridique applicable à la planification écologique"*, souligne le rapport. Dans cette perspective, la fonction de facilitateur s'apparente, pour les députés, à celle de simplificateur, en évitant notamment l'empilement des documents de planification, *"les considérant plus comme un facteur de ralentissement que de facilitation de l'action publique"*.

Cette complexité est d'ailleurs largement partagée par les élus. *"Beaucoup ont du mal à s'y retrouver dans l'enchevêtrement des outils de planification mis à leur disposition. Il faut avouer que la liste est impressionnante : plans locaux d'urbanisme intercommunaux, schémas de cohérence territoriale, plans climat-air-énergie territoriaux, programmes locaux de l'habitat, plans de mobilité"*, a enchaîné Stéphane Delautrette.

Lire aussi : [Les premières simplifications de normes du "méga-décret" de Sébastien Lecornu](#)

Dans ce contexte, ce dernier accueille avec enthousiasme le projet de loi portant simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, *"puisqu'il envisage de rendre obligatoire la fusion du SCOT (schéma de cohérence territoriale) et du PCAET (plan climat-air-énergie territorial) lorsqu'un EPCI est à la fois compétent pour élaborer les deux documents de planification"*.

En écho à ces demandes de simplification, Augustin Augier s'est dit prêt à encourager les EPCI à recourir plus largement à ces formes de *"fusion"* des documents de programmation. Il a également annoncé que les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) feront l'objet d'une évaluation.

Les pistes d'"offre" d'ingénierie au profit des élus locaux

Dans la continuité, Augustin Augier, ancien délégué général des Écologistes, a indiqué que le gouvernement avait pleinement conscience du risque de *"fracture territoriale"* découlant des difficultés d'accès à une ingénierie de proximité, et a rappelé la mise en place, en 2024, d'un *"guichet unique"* (Mission Adaptation) de mise en relation des collectivités avec les opérateurs de l'État dans le domaine de l'adaptation au changement climatique.

Mathieu Lefèvre a lui ensuite évoqué l'hypothèse d'un *"guichet unique"* positionné, à l'image de cette *"Mission Adaptation"*, au niveau départemental et compétent pour l'ensemble des projets des collectivités liés à la transition écologique.

Enfin, s'agissant du texte relatif à la simplification des normes applicables aux collectivités, attendu par les acteurs locaux,

Stéphane Delautrette a conclu : *"À ce stade, nous ne savons pas encore à quel moment le texte sera débattu dans notre assemblée, si tant est qu'il le soit"*.

Gel des dépenses de communication de l'État : un journaliste sur deux craint la baisse de la qualité de l'information des citoyens

Victoria Beurnez

~3 minutes

Par [Victoria Beurnez](#) - 8 avril 2026 - 1 min de lecture



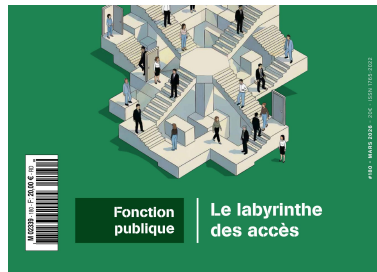
En septembre dernier, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a annoncé le gel des dépenses de communication de l'État, dans un contexte de rigueur budgétaire, dans l'objectif de réaliser 300 millions d'économies sur l'année 2026. Quels ont été les effets de cette décision sur l'information ? Selon Coriolink, agence de conseil spécialisée dans la communication et les affaires publiques, près d'un journaliste sur deux, soit 56 % d'entre eux, estiment que cette *"mesure nuit à la qualité de l'information des citoyens"*, et 53 % d'entre eux *"pensent qu'elle affecte la transparence de l'action publique"*, depuis que les ministères ont dû réduire de 20 % leurs dépenses de communication ([lire notre article à ce sujet](#)). Plus globalement, plus de la moitié des journalistes interrogés (58 %) pensent que cette mesure budgétaire induit des *"répercussions néfastes"*. Parmi eux, 35 % évoquent *"une décision préoccupante pour le débat démocratique et l'information des publics"*.



Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 180 Fonction publique | Le labyrinthe des accès





Connexions multiples sur votre compte

Nous constatons une autre connexion sur votre compte (depuis un autre appareil ou un autre navigateur).

Il n'est pas possible d'avoir plusieurs connexions simultanées sur un même compte Acteurs publics.

Veuillez choisir la session sur laquelle vous souhaitez rester connecté. La session non sélectionnée sera automatiquement déconnectée.



“On a encore beaucoup de marge” : la Banque des Territoires encourage les collectivités à emprunter en 2026

Par *Philippe Ramognino*

5-6 minutes

L'investissement constaté dans le secteur public local a enregistré *“un record”* en 2025, selon les mots d'Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des Territoires, lors de la présentation du bilan d'activité de l'établissement ce mercredi 8 avril. Il tournerait autour de 85 milliards d'euros, poursuivant une tendance déjà engagée en 2024.

Mais, quel rôle la Banque des Territoires joue-t-elle dans cette dynamique ? Le directeur de la filiale de la Caisse des dépôts créée en 2018 considère qu'il y aurait une *“sorte de circularité”* entre le niveau très élevé de l'investissement constaté depuis 2 ans au sein des collectivités et l'augmentation, comme la diversification, de l'offre de la Banque des Territoires. *“Ils s'autoalimentent : on bénéficie de ce dynamisme et en même temps, d'une certaine manière, on le crée par des produits qui permettent de rendre possibles des projets qui autrement n'auraient pas été lancés”*, a-t-il déclaré.

L'activité de la banque publique a en effet enregistré une forte accélération l'an dernier. Selon les chiffres présentés ce mercredi, 49 milliards d'euros de financement ont été mobilisés en 2025, soit 36 % de plus qu'en 2024, *“qui était déjà une année exceptionnelle”*, à en croire Antoine Saintoyant. Par ailleurs, la couverture territoriale de la Banque des Territoires s'est *“très largement étendue”* au cours de l'an dernier, la banque finançant aujourd'hui la totalité des villes moyennes comme des petites villes, et de plus en plus de territoires concernés par les risques liés au changement climatique. En 2025, 11 700 projets ont été financés (soit 23 % de plus qu'en 2024) dans plus de 4 350 communes, dont près de 1 200 communes *“nouvellement couvertes”*. Troisième motif de satisfaction, et non des moindres : la Banque des Territoires est devenue le premier financeur des collectivités locales en 2025.

Pas d'inquiétudes à court terme

Ces résultats encourageants parviendront-ils à se poursuivre en 2026 ? Les défis sont nombreux au vu du contexte politique et financier. Alors que la grande majorité de l'activité de prêt de la Banque des Territoires est assise sur le livret A, celui-ci a récemment connu une décollecte qualifiée par certains observateurs d'*“historique”*. Or, comme l'a rappelé le patron de la Banque des Territoires interrogé sur ce point, *“notre capacité à agir dépend de l'épargne”*.

Lire aussi : [Dépenses locales : Clément Beaune propose de sortir de la "stratégie de défausse mutuelle" entre l'État et les collectivités](#)

Antoine Saintoyant s'est toutefois montré rassurant : la Banque des Territoires conserve une importante marge de manœuvre pour continuer à prêter via l'épargne du livret A. Et, ce, grâce aux années 2022-2024, période à laquelle la collecte s'élevait en moyenne à environ 20 milliards d'euros par an. *"La décollecte actuelle est en fait assez modeste par rapport à la collecte très forte qu'il y a eu au cours des dernières années"*, a-t-il analysé, tempérant l'impact potentiel de la première.

Perspectives pour 2026 ?

Au contraire, la Banque des Territoires souhaiterait même aller plus loin. Aujourd'hui, 54 % de son épargne centralisée, qui représente environ 440 milliards d'euros, est prêtée, signifiant que 46 % est placée. *"On a donc encore beaucoup de marge pour prêter davantage"*, a assuré le patron de la banque publique, selon lequel la répartition idéale serait de prêter deux tiers de l'épargne et d'en placer seulement un tiers.

Concernant les incertitudes politiques, le renouvellement des exécutifs locaux suite aux élections municipales pourrait retarder le lancement de nouveaux projets d'investissement. Mais, sur ce point également, le patron de la Banque des Territoires s'est montré rassurant. *"On s'attendait à un ralentissement de cette activité en 2026, or on constate qu'au premier trimestre, l'activité s'est maintenue à un niveau très élevé"*, a-t-il déclaré.

Reste désormais à attendre l'issue des élections dans les intercommunalités, et la tendance qui se dessinera quant aux volumes de projets lancés. Car la Banque des Territoires a cette particularité de financer seulement des projets : à la différence de La Banque Postale par exemple, elle ne finance pas le budget courant des collectivités mais uniquement les initiatives jugées structurantes.

Lire aussi : ["Il existe une contradiction évidente entre l'exigence de réaliser des économies et la nécessité de maintenir le niveau d'investissement local"](#)

Répartition du financement du secteur public local (SPL) en 2025

Le financement du secteur public local de la Banque des territoires s'est chiffré à 9,5 milliards d'euros en 2025, réparti comme suit :-

- Mobilités : 3 milliards d'euros
- Environnement et biodiversité : 2,4 milliards d'euros
- Aménagement et développement économique : 1,1 milliard d'euros
- Énergie : 1 milliard d'euros
- Éducation et formation : 0,9 milliard d'euros
- Relation au citoyen : 0,5 milliard d'euros
- Tourisme, loisirs et culture : 0,3 milliard d'euros
- Santé et publics fragiles : 0,2 milliard d'euros
- Autres : 0,1 milliard d'euros

Acomptes sur salaires dans la fonction publique : une nouvelle proposition de loi relance le débat

Par Marie Malaterre

4-5 minutes

L'année dernière déjà, le député Renaissance Jean Laussucq avait déposé une proposition de loi relative aux acomptes sur salaires. Un texte qui visait *"à assurer plus de souplesse aux salariés et aux agents publics dans la perception de leur rémunération"* et qui prévoyait d'assouplir les conditions dans lesquelles un salarié ou un agent peut percevoir une partie de sa rémunération avant la fin du mois, contrairement à la règle actuelle.

Un projet perçu à l'époque comme *"une fausse bonne idée"* par les syndicats de la fonction publique dans la mesure où il ne réglerait pas la problématique des rémunérations des agents publics et qui n'a au final jamais été débattu à l'Assemblée nationale.

Pourtant, en mars dernier, une proposition de loi de la députée socialiste, Océane Godard, cosignée par des députés du centre et de la droite, a été déposée avec un objectif similaire : faciliter le déblocage d'une partie de la rémunération en cours de mois.

"Dans un contexte économique marqué par une inflation persistante et la hausse des dépenses contraintes, le pouvoir d'achat des Françaises et des Français reste une préoccupation majeure, peut-on lire dans l'exposé des motifs. Jusqu'à présent, le découvert bancaire a souvent servi d'outil de gestion temporaire pour de nombreux ménages confrontés à des décalages de trésorerie en cours de mois."

Lire aussi : [La proposition de verser des acomptes sur salaire critiquée dans la fonction publique](#)

Or, l'ordonnance de transposition de la directive européenne 2023-2025 signée par le gouvernement le 3 septembre 2025 renforce les obligations des banques en matière de solvabilité avant toute autorisation de découvert.

La députée socialiste estime donc urgent de trouver des solutions alternatives pour faire face à cette situation et notamment le renforcement du droit à l'acompte sur salaire *"afin d'offrir aux travailleurs une flexibilité financière sécurisée et maîtrisée, sans alourdir leur charge bancaire ni compromettre leur stabilité économique."*

Le texte propose concrètement que des acomptes sur salaires puissent être versés en cours de mois pour les agents publics qui en font la demande. Aussi, *"aucune justification écrite ou orale ne peut être exigée de l'agent concernant le motif de sa demande"*, peut-on lire dans le deuxième article de la proposition de loi.

Des motifs de refus définis

Autre disposition envisagée, le nombre d'acomptes versés par mois ne pourrait excéder cinq, et leur montant total ne peut dépasser la moitié de la rémunération brute mensuelle. Enfin, un décret en Conseil d'État fixerait *"les conditions objectives et proportionnées pouvant justifier le refus d'une demande d'acompte, les règles applicables à son versement et les modalités d'information de l'agent sur ce droit."*

La députée socialiste explique également que l'objectif du texte n'est pas de créer une nouvelle charge pour l'employeur, mais d'offrir une *"solution simple et encadrée"*, avec des motifs de refus définis par décret pour éviter toute complexité de mise en œuvre. *"En étendant ce droit aux agents publics, elle renforce l'attractivité de la fonction publique et assure une équité de traitement entre tous les travailleurs"*, se défend Océane Godard.

Un point de vue que ne partage pas Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU. *"Il est scandaleux que des agents publics qui exercent au service de l'intérêt général aient besoin d'un acompte sur salaire, déplore-t-elle. Le sujet, c'est d'augmenter les salaires, et de prendre des mesures immédiates pour protéger leur pouvoir d'achat, face à l'explosion des prix de l'énergie."* Du côté de la FA-FP, cette proposition relève du *"gadget"*. *"L'acompte ne réduit pas les dettes et les dépenses des agents, souligne Pascal Kessler, son président. Le fond c'est le pouvoir d'achat des agents."*

Pour l'Unsa fonction publique, ce type de dispositif peut être utile à titre exceptionnel, en cas de retard de versement de salaire, notamment. *"Dans ce dernier cas, faciliter un acompte est l'une de nos revendications, fait valoir Luc Farré, son secrétaire général. Cela peut concerner les contractuels ou dans certaines situations de mutation."* Mais pour l'organisation, la priorité reste également d'augmenter et de manière urgente le niveau de rémunération des agents publics.

Plus de 10 ans après son instauration, le conflit d'intérêt public-public en voie d'être supprimé pour les fonctionnaires

Par Marie Malaterre

7-9 minutes

C'est aujourd'hui, 8 avril, à l'occasion du Conseil commun de la fonction publique (CCFP) que devrait être débattu un projet d'article proposé par l'exécutif et *"prévoyant de circonscrire la notion de conflit d'intérêt pour les agents publics aux seuls cas de conflits d'intérêt public-privé"*. Article, dont le projet de loi auquel il pourrait être arrimé n'est, pour l'heure, toujours pas arrêté.

Un signal fort, qui impliquerait donc une modification du Code général de la fonction publique (CGFP). Pour l'heure, le texte dispose que *"(...) constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions de l'agent public"*. Dans la version modifiée que le gouvernement Lecornu souhaiterait voir adoptée, ne subsisterait que la situation d'interférence entre intérêt public et intérêt privé.

Le projet est présenté par le gouvernement comme un simple alignement de ce qui a déjà été réalisé pour les élus locaux et les membres du gouvernement et qui est demandé de longue date par différents rapports parlementaires et autres propositions de loi. L'exécutif cite notamment le rapport remis au Premier ministre en mars 2025 par Christian Vigouroux, président de section honoraire du Conseil d'État. *"Un rapport qui n'appelle pas à la suppression du conflit d'intérêt public-public, mais plutôt à un réaménagement"*, nuance Jean-François Kerléo, professeur de droit public et vice-président de l'Observatoire de l'éthique publique.

Lire aussi : [Le gouvernement veut supprimer la notion de conflit d'intérêts "public-public" pour la fonction publique](#)

La notion de conflit d'intérêt public-public est récente dans l'histoire politico-administrative française. Elle apparaît dans le rapport de la Commission Jospin relative à la rénovation et la déontologie de la vie publique présidée par Lionel Jospin et mise sur pied par François Hollande dès le mois de juillet 2012. Ces travaux seront repris dans le cadre de l'élaboration de la loi sur la transparence sur la vie publique élaborée dans le contexte de l'affaire post-Cahuzac votée en 2013.

Cette loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêt : *"toute situation d'interférence entre un intérêt public et un intérêt privé qui est de nature à influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif*

d'une fonction". Cette notion de conflit d'intérêt public-public a disparu en fin d'année dernière avec le vote de la loi sur le statut de l'élu votée en décembre dernier. Mais sa suppression n'a concerné que les élus et membres du gouvernement, mais cette réglementation demeure pour les fonctionnaires.

"D'un point de vue historique, il peut être utile de rappeler que le rapport de la Commission pour la prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique remis le 26 janvier 2011 (présidée par Jean-Marc Sauvé, Ndlr) n'envisageait pas d'inclure, dans la définition du conflit d'intérêts, les situations d'opposition entre intérêts publics, à l'exception de certains cas spécifiques comme des cumuls de fonctions gouvernementales, explique-t-on du côté de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). La commission soulignait en effet que le cœur du risque déontologique résidait dans la confusion entre intérêt public et intérêts privés." Un point de vue que ne partage pas Jean-François Kerléo. "Avec ce projet de modification du CGFP, le gouvernement souhaite appliquer la même définition du conflit d'intérêt pour tout le monde, explique-t-il. C'est peut-être très pratique, mais pour des personnes qui assument des responsabilités à la fois administratives et politiques, il y a une asymétrie embêtante."

Négation des liens entre administration et politisation

Selon lui, il pourrait y avoir eu une poussée de la part des hauts fonctionnaires, *"car c'est eux les premiers concernés par les conflits d'intérêts publics-publics"*, glisse-t-il. Des situations qui peuvent poser problème lorsqu'un haut fonctionnaire cumule différents postes avec, par exemple, un pied au Conseil d'État et un autre dans une autorité administrative indépendante (AAI). *"On peut supposer qu'il y a ici l'idée de revenir à l'idée que l'État est monolithique dans tous les cas, il va représenter l'intérêt public et qu'il ne peut y avoir de divergences entre le public et le public, poursuit-il. Or, cette suppression pure et simple nie le fait même qu'il puisse y avoir des liens entre administration et politisation. Mais on ne peut pas ignorer qu'une grande partie de la fonction publique est quand même politisée, par exemple sur des postes de collaborateur ministériel."*

Ce projet pourrait largement contribuer à désamorcer les éventuelles situations de conflit pour les hauts fonctionnaires qui cumulent les fonctions. Il nie le fait qu'il soit possible d'exercer des fonctions diverses au sein même de la sphère publique, mais qui aient des intérêts convergents.

Au-delà du cumul, cette perspective pose également la question de la succession des activités. *"Ce qu'il va se passer, c'est qu'il n'y aura plus de déport"*, tranche Jean-François Kerléo. Si les personnes concernées restent dans la sphère publique, on considérera que les intérêts défendus sont les mêmes. Ce qui n'est pas sans poser de difficulté et sans rappeler, par exemple, le cas d'Éric Lombard, passé de la direction générale de la Caisse des dépôts aux commandes de Bercy. *"Son décret de déport a été très long à sortir dans la mesure où, évidemment, en tant que directeur général de la Caisse des dépôts, il entretenait des relations avec les entreprises privées, analyse Jean-François Kerléo. Avec la suppression de la notion de conflit d'intérêt public-public, passer de la CDC à Bercy ne*

serait pas perçu comme problématique.” Une perspective qui, selon lui, reste à déplorer.

Selon certaines sources, ce conflit d'intérêt public-public a d'abord été pensé en 2013 afin de mieux réguler la haute fonction publique d'État, mais son application générale a surtout heurté en pratique les élus locaux qui se sont mobilisés. Ils ont obtenu en décembre dernier sa suppression après un puissant lobbying parlementaire dans le cadre du vote de la loi sur le statut de l'élu local. La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (née de la loi sur la transparence de la vie publique de 2013) était elle-même favorable à une révision de cette notion nouvelle et avait en pratique appliqué une jurisprudence restrictive ces dernières années.

La loi de décembre 2025 “permet de recentrer la notion de conflit d'intérêts sur son enjeu principal, à savoir les situations d'interférence entre intérêts publics et intérêts privés, qui constituent l'essentiel des situations rencontrées en pratique”, fait savoir la HATVP à Acteurs publics. D'autre part, elle apporte une clarification attendue pour les responsables publics, qui pouvaient se trouver dans des situations complexes lorsqu'ils participaient à plusieurs instances ou exerçaient plusieurs responsabilités publiques. Cette évolution contribue ainsi à sécuriser leurs pratiques et à simplifier l'analyse déontologique. Enfin, elle distingue plus nettement ce qui relève de l'analyse déontologique de ce qui procède de l'arbitrage entre intérêts publics, lequel relève par nature de la décision politique et de la poursuite de l'intérêt général.”

La mesure envisagée pour les fonctionnaires par le gouvernement Lecornu en ce printemps constitue donc la dernière pierre dans l'entreprise de suppression de ce type de conflit d'intérêt.

Sondage exclusif : la commande publique, un levier pour soutenir les entreprises françaises

Acteurs publics

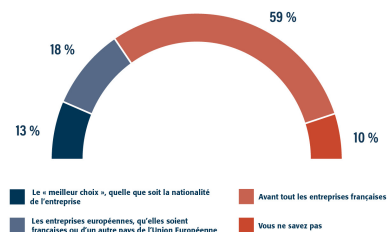
11-14 minutes

Dans un contexte marqué par des préoccupations croissantes concernant la souveraineté économique et l'efficacité de l'action publique, l'enquête *Acteurs publics*/EY pour l'Observatoire des politiques publiques réalisée par l'Ifop montre qu'aux yeux des Français, la commande publique représente un levier majeur susceptible d'influencer le développement des entreprises et l'organisation du marché.

[\(Lire l'analyse de Simon Schwartz, directeur EY Consulting "secteur public" et Cathy Dagostino, avocat EY Société d'avocats "secteur public"\)](#)

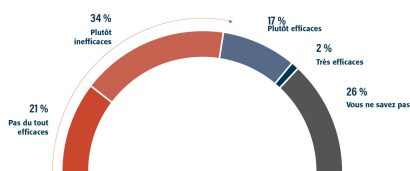
L'étude révèle à la fois un attachement au soutien des entreprises tricolores et une perception critique de l'efficacité actuelle des règles encadrant les achats publics. La préférence pour les entreprises françaises dans les achats publics est largement partagée : 59 % des Français y sont favorables. Une tendance qui réunit des électeurs aux sensibilités politiques différentes puisque 62 % des sympathisants écologistes et 65 % des sympathisants RN y adhèrent.

Selon vous, que faudrait-il privilégier dans la commande publique ?



Des règles jugées inefficaces

L'enquête met également en lumière une perception critique du fonctionnement actuel de la commande publique. En effet, 55 % des Français considèrent que les règles actuelles sont inefficaces. Une perception est encore plus marquée chez certaines catégories directement concernées, notamment les dirigeants d'entreprise. Ces résultats mettent en évidence des attentes potentielles en matière de simplification, de transparence et d'amélioration des procédures.

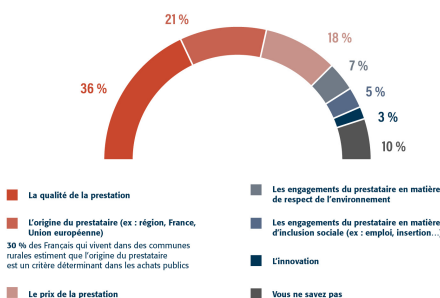


55 % DES ÉLECTEURS JUGENT INEFFICACES LES RÈGLES DE L'ACHAT PUBLIC

Privilégier l'économie locale

Dans le choix des prestataires, la qualité de la prestation représente le critère principal pour 36 % des Français, mais l'origine du prestataire n'est pas négligeable : 21 % la jugent déterminante, et jusqu'à 30 % dans les communes rurales. Ce positionnement montre que, pour une part de la population, la commande publique doit non seulement garantir la performance des services, mais aussi soutenir des acteurs proches et identifiables. Si privilégier l'économie locale est prioritaire pour 27 % des Français, ceux-ci expriment également une volonté de simplification des règles (26 %) et de mutualisation des achats (23 %).

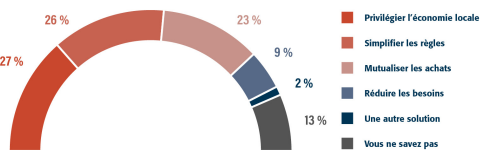
À vos yeux, quel devrait être le critère de choix déterminant dans les achats publics ?



Le paradoxe environnemental

Cette étude met également en lumière un paradoxe intéressant de l'opinion publique française sur les questions environnementales. D'un côté, on observe un large consensus transpartisan sur la nécessité d'intégrer des critères environnementaux et sociaux dans l'élaboration des budgets publics. Cependant, dès que l'on entre dans le détail des modalités de mise en œuvre et de financement, les divergences politiques réapparaissent de manière significative. Ces écarts reflètent les différentes visions de l'action publique, du rôle de l'État et de la hiérarchie des priorités politiques qui persistent entre la gauche et la droite.

À vos yeux, quelle serait, parmi les propositions suivantes, la solution de nature à rendre la commande publique plus efficiente ?



Mathilde Tchounikine, chargée d'études senior "Politique/Actualités" de l'Ifop

ANALYSE : Commande publique, levier stratégique de transformation

Par Simon Schwartz, directeur EY Consulting "secteur public" et **Cathy Dagostino**, avocat EY Société d'avocats "secteur public"

Dans un contexte de critiques croissantes sur la lourdeur, le coût et l'inefficacité supposés de la commande publique en France, il est temps de changer de perspective. Plutôt qu'être perçu comme un fardeau administratif, l'achat public doit être utilisé comme un levier stratégique au service de l'action publique.

Avec près de 400 milliards d'euros dépensés par an, soit environ 15 % du PIB, les achats publics constituent un pilier économique majeur, ainsi qu'un puissant levier pouvant jouer un rôle clé dans l'exécution des politiques publiques. De ce fait, chaque amélioration apportée dans l'exécution des processus d'achat peut avoir un impact considérable.

Rechercher l'optimisation

La passation des marchés publics doit avant tout être conforme aux principes fondamentaux du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne de libre circulation des marchandises, liberté d'établissement et libre prestation de services.

C'est d'abord en application de ces principes fondamentaux que les acheteurs publics sont tenus de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats et de mettre en œuvre les principes de liberté d'accès et de transparence des procédures. Le respect de ces principes a également pour vocation de permettre d'assurer l'efficacité de la commande publique, la bonne utilisation des deniers publics, et, également, de prémunir les acheteurs publics de pratiques anticoncurrentielles, de favoritisme et de corruption.

Dans son exposé des motifs, la directive européenne 2014/24/UE soulignait déjà que les marchés publics constituaient l'un des instruments essentiels pour parvenir à une croissance intelligente, durable et inclusive, tout en garantissant l'utilisation optimale des fonds publics. À cette fin, les règles devaient en être révisées et modernisées.

Plus de vingt ans plus tard, force est de constater que la commande publique reste d'abord perçue comme un ensemble de procédures lourdes, techniques et chronophages. Celles-ci constitueraient le frein majeur à l'efficacité de l'achat public, et seraient génératrices d'importants surcoûts. Alors que les marges de manœuvre financières sont réduites, il devient crucial de rechercher l'optimisation des achats publics.

Deux décrets datant du 29 décembre 2025 ambitionnent de répondre aux attentes de simplification administrative. Toutefois, ces ajustements sont loin de suffire à répondre à l'ampleur des enjeux.

Un moteur économique fondamental

Comme l'a montré un récent [rapport sénatorial](#), la commande publique joue aujourd'hui un rôle structurant dans la mise en

œuvre des politiques nationales et territoriales. Les sénateurs ont ainsi souligné que l'achat public constitue un puissant effet levier, en particulier au niveau local, où les collectivités territoriales assurent une part essentielle de l'investissement public : cet outil stratégique qu'est la commande publique y permet en effet d'orienter les ressources vers des objectifs prioritaires et de soutenir des dynamiques. Elle représente aussi un moteur économique fondamental, en particulier pour les PME, qui ont un accès privilégié aux marchés publics via, notamment, les procédures spécifiques des achats innovants. L'achat public devient ainsi un moyen puissant de renforcer les filières stratégiques, de consolider les chaînes de valeur et de stimuler l'innovation.

Le rapport sénatorial insiste également sur le rôle tenu par la commande publique dans l'accompagnement des grandes politiques de transition, notamment sur le plan écologique. En intégrant des exigences environnementales, sociales et de responsabilité dans les cahiers des charges et les critères de jugement des offres, les acheteurs publics peuvent impulser des changements profonds dans les pratiques économiques et encourager le développement de solutions durables. L'achat public responsable devient alors un instrument d'entraînement : il permet non seulement d'orienter les choix des fournisseurs, mais aussi d'inciter les entreprises à innover et à améliorer leurs performances.

Pour autant, le rapport identifie un frein majeur, au-delà des procédures de passation des marchés publics : la complexité de la gouvernance de la commande publique. L'achat public ne peut plus être réduit à une simple formalité administrative. Il doit être pleinement reconnu comme un levier de pilotage stratégique des politiques publiques, avec les acheteurs publics comme pilotes.

Revaloriser l'acheteur public

Aujourd'hui encore, l'acheteur public est trop souvent cantonné à un rôle strictement procédural, au détriment du véritable objectif de l'achat public : répondre efficacement aux besoins.

Cette revalorisation passe par une évolution des directions achats, appelées à devenir de véritables partenaires des directions métiers, en s'appuyant notamment sur les opportunités offertes par les nouveaux outils numériques.

Deux transformations organisationnelles sont nécessaires. D'une part, les acheteurs doivent renforcer leur professionnalisation et se spécialiser par filières afin de mieux connaître les marchés et les écosystèmes fournisseurs. D'autre part, des relais doivent être identifiés au sein des directions métiers pour mieux définir et qualifier les besoins. C'est à la rencontre de ces deux expertises que peuvent être trouvés les meilleurs équilibres entre qualité et prix. Cette organisation plus claire permet également de fluidifier la chaîne d'achat en clarifiant les rôles de chacun.

L'optimisation des achats publics et le pilotage des politiques d'achat devront, à l'avenir, s'appuyer davantage sur des systèmes d'information structurés. Si la publication des marchés est désormais largement dématérialisée, peu d'organisations disposent d'outils couvrant l'ensemble du processus : recensement

des besoins, définition de la stratégie achat, *sourcing*, suivi de l'exécution des marchés ou encore évaluation des fournisseurs. Pourtant, ces outils sont essentiels pour sécuriser les procédures et mieux exploiter les données produites.

Une exploitation des données qui doit permettre de mieux comprendre les besoins d'achats et d'opérer les arbitrages politiques pertinents, afin de réduire la dépense publique tout en préservant la qualité grâce à une meilleure définition des besoins et à une compréhension affinée des opportunités offertes par les marchés. Cela doit également permettre d'utiliser l'achat public comme un levier pour des politiques publiques, qu'il s'agisse du développement économique, ou encore de politiques sociales ou environnementales.

Car les données sont devenues centrales, mais restent encore insuffisamment valorisées. Elles constituent pourtant un levier clé pour optimiser l'activité et piloter la performance. À l'heure du renouvellement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser), il est nécessaire de dresser un bilan fondé sur des données fiables et de définir une trajectoire pluriannuelle d'achat. Une démarche indispensable pour permettre aux entités publiques – mais aussi à leurs partenaires – de se projeter.

Professionnalisation et mutualisation des achats au service d'un territoire : l'exemple breton

Le Spaser 2026-2028 de la région Bretagne constitue la colonne vertébrale d'une stratégie visant à tirer parti de la commande publique pour soutenir les politiques publiques. Il définit des objectifs, qui sont suivis en temps réel via l'*open data* de l'Observatoire des achats. Parmi ces objectifs : *"70 % des contrats doivent être attribués aux très petites, petites et moyennes entreprises"*. **Chaque marché public constitue ainsi une opportunité stratégique permettant à la région de concrétiser ses ambitions. L'exemple récent de la mise en œuvre de Breizh Achats en est une illustration** : cette centrale d'achat régionale vise à offrir aux lycées et collèges publics bretons la possibilité de s'approvisionner, notamment en denrées alimentaires, tout en respectant les exigences des lois Egalim, Climat et Résilience. Le succès de cette démarche repose sur l'expertise d'acheteurs publics spécialisés, mobilisant l'ensemble des leviers offerts par la commande publique et coordonnant une programmation transparente qui associe les filières. **Une logique de mutualisation pertinente qui confirme la place croissante de l'acheteur public**